Zeitschrift: Zeitschrift für schweizerisches Recht = Revue de droit suisse = Rivista di diritto svizzero = Revista da dretg svizzer : Halbband II. Referate und Mitteilungen des SJV

Herausgeber: Schweizerischer Juristenverein

Band: 32 (1913)

Rubrik: Procès-verbal de l'assemblée générale de la Société Suisse des Juristes

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Procès-Verbal

de l'Assemblée générale de la Société Suisse des Juristes

tenue à Glaris dans la Salle du „Landrat“

les lundi 1er et mardi 2me septembre 1913.

Séance du lundi 1er septembre

Président: M. le Dr. **Henri Le Fort**, Juge à la Cour de Justice de Genève.

I.

Le Président ouvre la séance en prononçant l'allocution suivante:

Messieurs et chers collègues,

Je me réjouissais l'an dernier de pouvoir constater une augmentation du nombre de nos membres dans le canton de Glaris et exprimais l'espoir que le contact que nous avions un peu perdu avec ce canton serait repris; ce voeu s'est réalisé plus tôt que nous n'osions l'espérer puisque nos collègues glaronnais ont désiré nous recevoir cette année; nous leur sommes sincèrement reconnaissants de l'effort qu'ils ont bien voulu faire, malgré leur nombre restreint, et sommes persuadés que ces journées, pendant lesquelles nous jouirons de leur cordiale hospitalité, contribueront à resserrer les liens entre eux et notre société.

Nos délibérations de l'année dernière ont donné lieu à de nombreux commentaires; ne nous en plaignons pas, puisque cela montre à la fois que les questions que nous y avons discutées intéressaient le public et que les opinions émises par notre société sont considérées comme ayant une véritable valeur. Un reproche cependant a été adressé

à notre société que je ne crois pas fondé; on l'accusait d'avoir voulu faire pression sur l'opinion publique par un vote de principe contre la peine de mort; on s'empressait d'ailleurs d'ajouter que ce but n'avait pas été atteint, le résultat du vote n'ayant pas donné l'unanimité désirée. Le choix de la question n'avait nullement été dicté, est-il besoin de le dire, par un pareil désir, mais par celui de rechercher dans quel sens devait être résolue une question importante pour l'unification du droit pénal; si l'assemblée de Soleure a tenu à ce qu'une opinion fût exprimée sur le principe même de l'admission par le futur code pénal de la peine de mort, c'était pour qu'une indication fût donnée sur l'opinion des juristes sur ce point. En définitive, nos délibérations de l'année dernière sur cette question importante ont démontré ceci: la très grande majorité des juristes suisses estiment que la peine capitale doit être ou admise ou rejetée uniformément pour l'ensemble de la Suisse; les avis sont infiniment plus partagés sur le point de savoir si elle doit être admise ou rejetée. Cette constatation peut certainement être utile dans la suite de la procédure pour l'élaboration du Code pénal suisse, et je ne vois d'autre part aucun inconvénient à ce qu'elle ait été faite.

Notre société ne cherche pas à imposer une solution voulue d'avance sur tel ou tel point de doctrine; elle tâche de faciliter, par la manifestation de l'opinion de ses membres, les progrès de la législation fédérale; depuis cinquante ans elle a de cette façon contribué certainement à l'avancement de celle-ci; elle continuera à remplir avec constance cette tâche qu'elle croit utile au pays. J'espère en particulier que nos délibérations des deux séances que nous avons devant nous, relatives précisément à des questions qui seront prochainement soumises aux législateurs fédéraux, contribueront à apporter à celles-ci des solutions heureuses.

Le Département fédéral de Justice et Police a toujours montré qu'il attachait du prix à cette collaboration de

notre société; son nouveau chef, M. le Conseiller fédéral Decoppet a cette année mis beaucoup d'empressement à faciliter le travail de nos rapporteurs; je l'en remercie et regrette qu'il ait été empêché d'assister à notre réunion, comme il en avait l'intention.

Je remercie d'autre part M. le Président de la Confédération Muller, d'avoir bien voulu se joindre à nous et donner ainsi à notre société une nouvelle marque de l'intérêt qu'il lui porte.

On a fait remarquer dernièrement que le Conseil fédéral était actuellement composé de sept avocats; nous n'avons pas à examiner si cette uniformité professionnelle mérite les critiques qu'elle a soulevées; nous voulons seulement, à cette occasion, constater ce fait exceptionnel, que les sept membres actuels du Conseil fédéral font partie de notre société.

Je n'ai pas de faits saillants à relever dans la marche de notre société pendant cette année. Les démissions et les décès ont été à peu près compensés par de nouvelles admissions, de sorte que le nombre de nos membres se maintient au dessus du millier.

Le programme de l'Exposition nationale suisse à Berne en 1914 faisant une place aux résultats de l'activité intellectuelle et scientifique de notre pays, votre comité a pensé que notre société devait figurer dans cette manifestation; elle y exposera toutes ses publications: procès-verbaux, mémoires couronnés, et les volumes de la Collection des sources du droit suisse.

Vous aurez remarqué que notre ordre du jour ne porte pas de rapport d'un jury de concours; c'est qu'aucun mémoire n'est parvenu au comité sur la question mise au concours cette année; nous le regrettons d'autant plus qu'il nous avait paru que cette question: *Les droits civils du suisse à l'étranger d'après le droit suisse,* présentait un intérêt réel et qu'une monographie complète sur ce sujet aurait certainement rendu de précieux services à nos nombreux compatriotes établis hors de leur pays.

Un magistrat étranger, M. Caloyanni, Conseiller à la Haute Cour d'Appel du Caire a eu l'aimable pensée de faire hommage à notre société d'un ouvrage qu'il vient de publier sur la protection de l'enfance en Egypte; nous lui en exprimons toute notre reconnaissance.

Il a désiré aussi, de même que M. le Professeur Redslob, de l'Université de Rostock, assister à notre réunion de cette année; nous remercions ces deux représentants de la science juridique hors de Suisse de cette marque d'intérêt pour notre société et leur souhaitons une cordiale bienvenue.

Je dois, en terminant, rappeler le souvenir des douze membres que nous avons perdus pendant cet exercice, et aux familles desquels nous envoyons l'hommage de notre sincère sympathie.

A *Zurich* nous avons perdu MM. *Hirzel* et *Siegfried*.

Le Dr. *Fritz Hirzel* après avoir brillamment pratiqué le barreau à Zurich, se voua spécialement aux affaires de banque et occupa un rôle en vue dans le monde industriel et commercial de cette ville. Sa santé, qui l'avait déjà obligé à renoncer à diverses fonctions publiques, le força à prendre une retraite prématurée, et il s'est éteint, après de longues souffrances à l'âge de 44 ans, n'ayant malheureusement pu tenir toutes les promesses que contenaient ses dons remarquables et son ardeur au travail.

Né en 1867, Docteur à Heidelberg en 1893, *Edwin Siegfried* fut auditeur et substitut des tribunaux zuricois et depuis 1898 remplissait avec conscience les fonctions de Procureur de district, à Winterthour d'abord, puis à Zurich.

Le Canton de *Berne* a perdu un de ses magistrats les plus estimés en la personne du juge cantonal *Wilhelm Lanz*. Né en 1860 à Wiedlisbach, il suivit les écoles de son village natal, puis l'école cantonale de Soleure et fit ses études de droit à Leipzig et à Berne. Avocat en 1888, il pratiqua à Thun et à Herzogenbuchsee. Nommé en 1894 Procureur de district pour l'Emmental et la Haute-Argovie,

il entra déjà la même année au Tribunal cantonal auquel il appartint jusqu'à sa mort et dont il présida l'une des sections. Il se fit constamment remarquer dans ces fonctions par sa scrupuleuse conscience, le soin qu'il apportait à l'étude de chaque affaire, la netteté de ses vues. Il fut appelé à travailler dans de nombreuses commissions pour l'étude de lois nouvelles et siégea au Conseil communal de la Ville de Berne. La maladie qui le minait depuis longtemps l'a enlevé en mars 1913 à l'affection des siens et à l'estime générale de ses concitoyens.

C'était une figure bien connue des membres de notre société, à laquelle il appartenait depuis près de quarante ans, que celle du Dr. *Friedrich Schreiber* du Rigi-Kulm. Les devoirs de l'exploitation des grands hôtels du Rigi, appartenant à sa famille, ne l'empêchèrent pas, après avoir terminé ses études juridiques, de se vouer avec succès, soit à la pratique du barreau, soit à l'étude scientifique du droit; on lui doit divers ouvrages relatifs au droit suisse, et en 1882 notre société lui accordait, en même temps qu'à M. le Dr. Zürcher, un prix pour un mémoire relatif à la double imposition. Membre de notre société depuis 1874, il fut longtemps fidèle à ses réunions et organisa en particulier celle de 1896 au Rigi-Kulm et ceux qui ont eu le privilège d'y assister, n'ont pas oublié la cordialité de son accueil. Il joua aussi un rôle important dans la politique de son canton de Schwyz, fut député au Grand Conseil et président de la Commune de Goldau. Il est mort le 19 novembre 1912 à l'âge de 62 ans.

A *Zug* est décédé le 10 octobre 1912, *Karl Stadler*. Né en 1842, il pratiqua le barreau dans sa ville natale, fut substitut en 1876 et depuis 1889 Greffier du Tribunal. Fonctionnaire actif et consciencieux, Stadler était aussi un homme aimable et gai qui ne comptait que des amis.

Le 6 février 1913 est mort à *Bâle* le Dr. *Alfred Alioth*, né en 1850. Entré d'abord dans une banque, il entreprit en 1869 des études juridiques à Bâle, Bonn et Berlin,

et travailla dans une étude de notaire à Paris; rentré dans sa ville natale, il fut Greffier du Tribunal, puis pratiqua dès lors le barreau et le notariat; il fut aussi quelques années membre de la Cour d'appel. Apprécié de ses clients pour ses conseils éclaireés, il l'était de ses collègues avec lesquels il entretenait les meilleurs rapports.

Dans le Canton de *Saint-Gall*, nous avons perdu *Wilhelm Trüninger;* né à Kirchberg en 1863, il étudia le droit à Bâle et Strasbourg, pratiqua le barreau dans son village natal, puis devint Bezirksamtschreiber de l'Alttoggenburg, poste qu'il conserva jusqu'à sa mort; il fut aussi membre du Conseil communal de Kirchberg et du Grand Conseil du Canton de Saint-Gall.

Au *Tessin* est décédé *Martino Piazza*, avocat et notaire, d'abord à Olivone, son village natal, puis à Bellinzone, et quelque temps membre du Grand Conseil pour le Val Blenio.

Nous avons perdu aussi un de nos collègues du Canton du *Valais*, *Ignace Mengis*, décédé le 2 avril à Brigue; après avoir été longtemps Juge-instructeur du district de Viège, il remplissait depuis 1907 les fonctions de Juge cantonal.

Dans le Canton de *Genève*, nous avons à enregistrer le décès de deux de nos anciens et fidèles sociétaires.

Né à Genève le 7 octobre 1837 d'une ancienne famille vaudoise, *Georges de Seigneux* fit ses études dans sa ville natale, à Heidelberg et à Paris. Etabli à Genève comme avocat, il s'intéressa spécialement aux affaires commerciales et fut en particulier l'un des promoteurs des conférences internationales en matière de chemins de fer; il a beaucoup écrit sur les conventions internationales en ce domaine, et fut membre du tribunal institué par celles-ci. Il fut aussi associé de l'Institut de droit international. Longtemps juge et Président de la Cour de Cassation, il joua aussi un rôle actif au Grand Conseil du Canton de Genève dont il était devenu citoyen. Il est décédé le 16 novembre 1912.

Peu après lui s'est éteint, après une maladie qui l'avait forcé à renoncer à ses multiples activités, *Henri Picot*, né en 1846 à Genève. Il fit ses études juridiques à Genève, Heidelberg et Paris. Après un stage d'avocat il entra dans l'étude de notaire dirigée depuis deux siècles par les Vignier et qu'il reprit à la mort du dernier représentant de cette dynastie. Sa scrupuleuse délicatesse, son jugement sain, comme son caractère enjoué lui avaient valu la considération générale; il rendit aussi de grands services au Grand Conseil, au Conseil municipal de la Ville de Genève et dans de nombreuses institutions publiques et privées. Henri Picot fut pendant longtemps fidèle à nos réunions annuelles où il aimait à rencontrer des collègues des divers cantons.

Enfin nous devons déplorer la mort d'un de nos membres résidant à l'étranger, *Louis Bridel*, Professeur à l'Université de Tokio (Japon). Né à Paris le 6 juillet 1852, bourgeois de Lausanne et de Genève, il étudia dans la première des ces villes et devint en 1887 professeur à l'Université de la seconde. Il abandonna ce poste pour obéir à l'appel flatteur du Gouvernement japonais, mais il comptait revenir au pays et c'est au moment où il croyait pouvoir bientôt réaliser ce désir que la mort l'a enlevé subitement, le 23 mars 1913. Bridel fut de bonne heure attiré par le problème de la situation civile de la femme; il a beaucoup écrit sur ce sujet et profita de son passage au Grand Conseil genevois pour faire voter des lois améliorant la condition juridique de la femme. L'Université de Lausanne l'avait récemment nommé Docteur *honoris causa*.

Je déclare ouverte la cinquante-et-unième assemblée générale de notre société.

II.

Sur la proposition du Président, sont nommés:

1. *Secrétaires:* MM. le Dr. *Rudolf Stüssi*, Avocat à Glaris et *Jaques Le Fort*, licencié en droit, à Genève.

2. *Scrutateurs:* MM. *Fritz Trüssel,* Juge cantonal à Berne et *Léon Robert,* Juge cantonal à Neuchâtel.

3. *Vérificateurs des comptes:* MM. le Dr. *Peter Schmid,* Avocat à Glaris et *Léon Martin,* notaire à Genève.

III.

Ont été reçus membres de la société depuis l'assemblée générale de 1912 MM. :

1. *Giesker-Zeller, Heinrich,* Dr., Rechtsanwalt, Zürich.
2. *Stüssi, Rudolf,* Dr., Advokat, Glarus.
3. *Von der Weid, Aloys,* Greffier du Tribunal de la Sarine, Fribourg.
4. *Piccard, Paul,* Dr., Greffier du Tribunal fédéral, Lausanne.
5. *Du Pasquier, Claude,* Dr., Secrétaire-rédacteur du Tribunal cantonal Neuchâtel.
6. *Rosenblum, Wilhelm,* Dr., Auditor beim Audienzrichteramt Zürich.
7. *Antonini, Severino,* Dr., Avvocato e Notajo, Lugano.
8. *Le Fort, Jaques,* Licencié en droit, Genève.
9. *Lehmeier, Georg,* Gerichtsschreiber, Zürich.
10. *Caleb, Albert,* Dr., Privat-docent à l'Université, Genève.
11. *Vogel, J.,* Dr., Fürsprecher, Bern.
12. *Pfenninger, Hans Felix,* Dr., Rechtsanwalt, Zürich.
13. *Tschudy, R.,* Präsident des Augenscheingerichts, Glarus.
14. *Schmidt, Eugen,* Dr., Fürsprecher, Brugg.

IV.

Rapport de la Commission des sources du droit suisse:

M. le professeur *Heusler* présente le rapport suivant au nom de la Commission:

„Die von Ihnen für die Leitung dieses Unternehmens bestellte Kommission hatte gehofft, Ihnen heute den

abgeschlossenen zweiten Band der Offnungen und Dorfrechte des Kantons Zürichs vorlegen zu können. Leider ist das nicht möglich geworden, der Herausgeber Herr Dr. Hoppeler ist teils durch Krankheit, teils noch zuletzt durch Verlust seines Manuskripts immer wieder an beförderlicher Herstellung des Textes verhindert worden. Aber der Band, an dem nun seit drei Jahren gedruckt wird, scheint doch endlich seinem Abschlusse nahe zu sein; ich lege Ihnen hier 28 gedruckte Bogen vor, es fehlen noch ca. 3 Bogen Text und das Register; Herr Dr. Hoppeler verspricht auf Ende September oder anfangs Oktober den Band zu vollenden, hoffen wir das Beste.

Glücklicher sind wir mit einem ebenfalls schon im Drucke befindlichen Bande der Rechtsquellen von Aargau daran, und zwar dem 5. Band der aargauischen Stadtrechte, der in zwei Halbbänden das Stadtrecht von Zofingen, von Herrn Dr. W. Merz, und die Stadtrechte von Rheinfelden und Laufenburg, von Herrn Dr. E. Welti bearbeitet, enthalten und damit die schöne aargauische Stadtrechtspublikation abschliessen wird. Von der Edition des Herrn Dr. Merz sind bereits 12 Bogen gedruckt, der Halbband wird bis Ende 1913 fertiggestellt sein, und es kann dann sofort mit dem Drucke des zweiten Halbbandes begonnen werden, wofür das Manuskript druckfertig vorliegt. Ausserdem wird im nächsten Jahr der zweite Halbband des Simmentaler Rechtes von Herrn Dr. v. Tscharner bearbeitet erscheinen können, er soll die Rechtsquellen des Niedersimmentales enthalten. Mit diesen rasch aufeinander folgenden Publikationen wird die Verzögerung der letzten Zeit eingeholt, allerdings durch eine Häufung von Publikationen auf einen engen Zeitraum. Hiefür erbitten wir auch wieder von Ihnen den Jahresbeitrag von Fr. 1000."

L'assemblée vote à l'unanimité l'allocation de frs 1000 au fond des sources du droit suisse pour 1913/14.

M. le Président: Je tiens à adresser des remerciements tout particuliers à M. le Professeur Heusler. Il y a, en

effet, cette année cinquante ans qu'il fait partie de notre société et il lui a constamment voué le plus vif intérêt. C'est, en particulier, grâce à ses efforts que la publication des sources du droit suisse a pu être entreprise par notre société, et il a été dès lors, et est encore, la cheville ouvrière de cette oeuvre importante. Il est aussi, depuis longtemps, le rédacteur de la Zeitschrift für schweizerisches Recht que des liens étroits unissent à notre société.

Vous savez, Messieurs, que notre honorable collègue vient d'abandonner un enseignement, poursuivi aussi pendant un demi-siècle, et qui a jeté un vif éclat sur l'Université de Bâle et sur la science juridique suisse. Ses concitoyens bâlois lui ont exprimé à cette occasion leur reconnaissance et leurs regrets; je désire aujourd'hui dire, en votre nom à tous à notre éminent collègue que nos voeux les plus sincères le suivent dans sa retraite, qui, nous le savons, ne sera pas oisive, mais continuera, tant que ses forces le lui permettront, à être laborieuse, féconde et utile au pays. (Applaudissements.)

En considération des services rendus par M. le Professeur Heusler à la Société suisse des Juristes et à la science du droit suisse, votre comité vous propose de nommer, en application de l'art. 3 de nos statuts, M. le Professeur Heusler membre honoraire de la Société suisse des Juristes.

Cette proposition est acceptée par acclamations.

V.

Discussion sur les mesures de sûreté à l'égard des délinquants irresponsables ou à responsabilité limitée.

M. le Président fait distribuer les thèses formulées à la fin du rapport de M. le Professeur *Delaquis*, et celles rédigées par M. le Dr. *Gabuzzi* co-rapporteur. Ces thèses sont les suivantes:

A. Thesen des Referenten Prof. Dr. *Delaquis.*

I.

Die Bestimmungen des SVE über Unzurechnungsfähige und vermindert Zurechnungsfähige, deren Verwahrung und Versorgung, sind zu begrüssen.

II.

Die Durchführung der Sicherung gegenüber den bezeichneten Verbrechergruppen wird ohne wesentliche Schwierigkeiten innerhalb der Leistungsfähigkeit von Bund und Kantonen möglich sein.

III.

Erforderlich erscheint im Hinblick auf die Verwahrung gefährlicher Unzurechnungsfähiger der Bau von zwei bis drei Bewahrungshäusern, welche an bestehende Heil- oder Pflegeanstalten anzugliedern wären. — Kriminalirrenasyle sind nicht wünschenswert.

IV.

Da die Internierung gefährlicher vermindert Zurechnungsfähiger in den in These 3 genannten Bewahrungshäusern oder in den Verwahrungsanstalten für Gewohnheitsverbrecher oder den Arbeitserziehungsanstalten offenbar dem Geiste des SVE nicht entspricht, erscheint es notwendig, für diese Kategorie von Delinquenten Spezialanstalten oder Adnexe an Strafanstalten zum ausschliesslichen Zwecke der Sicherung (Verwahrung) zu errichten.

V.

Im übrigen dürften die bestehenden Einrichtungen und Anstalten allen gerechtfertigten Ansprüchen genügen können.

I.

Les dispositions de l'Avant-projet de Code pénal suisse concernant les délinquants irresponsables et à responsabilité limitée, leur internement et leur hospitalisation, doivent être approuvées.

II.

Les mesures prévues à l'égard de ces classes de délinquants peuvent être exécutées, sans grande difficulté, avec les moyens dont disposent la Confédération et les Cantons.

III.

En ce qui concerne les délinquants irresponsables dangereux, il parait nécessaire de créer deux à trois „maisons de garde", qui seraient annexées aux hopitaux et asiles existants. — La création d'asiles spéciaux pour criminels aliénés n'est pas désirable.

IV.

En ce qui concerne les délinquants à responsabilité restreinte dangereux, comme il serait contraire à l'esprit de l'Avant-projet suisse de les détenir dans les „maisons de garde" indiquées à la thèse 3, dans les établissements d'internement pour délinquants d'habitude ou dans les maisons de travail, il parait indispensable de créer, pour cette catégorie de délinquants, dans le but exclusif de les mettre hors d'état de nuire, des établissements spéciaux ou des annexes aux prisons actuelles.

V.

Pour le surplus les institutions et établissements existant actuellement pourront suffire à tous les besoins.

B. Thesen des Korreferenten, Ständerat Dr. *Gabuzzi.*

I.

Der schweizerische Juristenverein billigt die in der neuesten Fassung des SVE aufgestellten Bestimmungen über unzurechnungsfähige und vermindert zurechnungsfähige Verbrecher.

II.

Der schweizerische Juristenverein spricht den Wunsch aus, es möchte eine besondere Anstalt geschaffen werden, in der unzurechnungsfähige Verbrecher, welche die öffentliche Sicherheit oder Ordnung gefährden und ferner während

des Strafvollzuges geisteskrank gewordene Verbrecher, die man nicht ohne Gefahr für die öffentliche Sicherheit oder Ordnung freilassen kann, verwahrt werden.

In der gleichen Anstalt sollten auch die vermindert zurechnungsfähigen Verbrecher, deren Verwahrung der Richter im Interesse der öffentlichen Sicherheit oder Ordnung für geboten erachtet, untergebracht werden.

I.

La Société suisse des Juristes approuve les dispositions sur les délinquants irresponsables et à responsabilité restreinte du projet de code pénal suisse telles qu'elles ont été formulées dernièrement par la Commission d'experts.

II.

La Société suisse des Juristes exprime le voeu de la création d'un établissement spécial pour l'internement des délinquants irresponsables qui compromettent la sécurité ou l'ordre public et des délinquants atteints de maladies mentales pendant l'exécution de la peine, qu'on ne pourrait mettre en liberté sans compromettre la sécurité ou l'ordre public.

Au même établissement seront remis aussi les délinquants à responsabilité restreinte, dont le juge estime nécessaire l'internement pour des raisons de sécurité ou d'ordre public.

Referent Prof. Dr. *E. Delaquis:*

Herr Präsident, sehr verehrte Herren!

In dem schriftlichen Referat, das ich die Ehre hatte, Ihnen vorzulegen, habe ich einleitend kurz das Gebiet umgrenzt, auf welches auch meine heutigen Ausführungen sich beziehen werden. Die Gründe, welche dazu veranlassten, einer Einschränkung, man könnte — äusserlich genommen — fast sagen: einer gewissen Umkehrung des festgesetzten Themas das Wort zu reden, sind dort näher dargelegt worden. Sie gaben mir die Gewissheit, dass unser

verehrter Vorstand nicht so sehr die erneute Prüfung der Sicherung gegenüber unzurechnungsfähigen Verbrechern oder mit anderen Worten gegenüber nach der Tat geistig erkrankten Delinquenten zu meiner Aufgabe machen wollte, wie es bei oberflächlicher Betrachtung des Themas den Anschein haben mochte, sondern dass er vielmehr die Bearbeitung der Massnahmen der Verwahrung und Versorgung gegenüber verbrecherischen Unzurechnungsfähigen, d. h. vor der Tat geistig Erkrankten wünschte. Die sichernden Massnahmen gegen diese und gegen die verbrecherischen vermindert Zurechnungsfähigen also bilden den Gegenstand der folgenden Darlegungen, sie allein berücksichtigt auch das schriftliche Referat, eine Tatsache, die trotz wörtlicher Anlehnung an die offizielle Fassung des Themas an einigen Stellen [1]) nicht wird übersehen worden sein.

Bedeutung, Wert und Notwendigkeit sichernder Massnahmen brauchen heute und vor allem bei uns in der Schweiz, deren Strafgesetz-Vorentwürfe auf diesem Gebiete bahnbrechend wirkten, nicht mehr besonders hervorgehoben zu werden. Es ist bekannt, dass bestimmten Kategorien von Delinquenten gegenüber die Strafe im althergebrachten Sinne versagt, dass sie durch andere, moderne, stärker individualisierende und, wie man gemeinhin sich wohl auch ausdrückt, nicht auf die Schuld, sondern auf den krankhaften Zustand fundierte Massnahmen ersetzt werden muss. Dies vor allem bei den sogenannten Gemeingefährlichen, dann bei den Pflege- und Fürsorgebedürftigen. Im ersteren Falle handelt es sich um unmittelbare Sicherung der Gesellschaft vor erneuten Taten, z. B. eines gefährlichen verbrecherischen Geisteskranken, im letzteren primär um Schutz des Individuums vor sich selber, sekundär, mittelbar aber doch wieder um Gesellschaftsschutz gegen deliktisches Handeln.

---

[1]) Infolge solcher Anlehnung erscheint S. 4, Abs. 1 a. A. u. in der Überschrift S. 7 die Terminologie technisch nicht ganz scharf.

Unser Vorentwurf baut meines Erachtens mit vollem Recht und, meines Wissens auch hier als erster neue Bahnen weisend, auf der eben genannten Differenzierung auf. Dem gefährlichen verbrecherischen Geisteskranken und vermindert Zurechnungsfähigen steht jeweils der versorgungs- und pflegebedürftige zur Seite. Und bei beiden Gruppen tritt dann naturgemäss neben Verwahrungs- resp. Versorgungsbedürftige die Kategorie jener, welche besonderer Massnahmen überhaupt nicht benötigen, die wir also, wenn sie unzurechnungsfähig sind, freisprechen und einfach „laufen lassen" oder, wenn sie vermindert zurechnungsfähig sind, dem gewöhnlichen Strafvollzug unterstellen. Das ist der Kern der Artikel 15bis, 15ter, 16 und 17 der neuesten Fassung unseres Vorentwurfes.

Mit der grundsätzlichen Scheidung des Entwurfes wird man sich einverstanden erklären. Die richtige Abgrenzung der in Betracht kommenden Personen und vor allem die zweckgemässe Anpassung der einzelnen Sicherungsmassnahmen an ihren Zustand ist jedoch im folgenden noch näher zu prüfen.

Dabei erfordert die Stellung des ungefährlichen und nicht pflegebedürftigen verbrecherischen Geisteskranken keine besondere Betrachtung und hinsichtlich des — sagen wir — gewöhnlichen verbrecherischen vermindert Zurechnungsfähigen genügt heute ein kurzer Hinweis auf die prinzipiell anzuerkennende Möglichkeit der Strafanordnung und auf das Mass der Strafmilderung.

Die Stellung des moralisch Degenerierten habe ich in dem schriftlichen Referat erörtert. Ich übergehe sie hier ebenso wie eine ganze Zahl von Nebenpunkten, welche eventuell in der Diskussion zur näheren Erörterung gelangen können.

Vor allem wird es sich in unserer heutigen Besprechung darum handeln, die Umgrenzung der Gruppe der gefährlichen verbrecherischen Geisteskranken

näher unter die Lupe zu nehmen und hinsichtlich der für diese in Betracht kommenden Verwahrungsanstalten eine Einigung in die Wege zu leiten. Desgleichen konzentriert sich betreffs der gefährlichen verbrecherischen vermindert Zurechnungsfähigen, wie auch der versorgungsbedürftigen vermindert Zurechnungsfähigen das Hauptinteresse auf die Würdigung des Verhältnisses von Strafe und Sicherung und vor allem auf die Wahl der zweckgemässen Verwahrungs- und Versorgungsanstalten.

Ich brauche schliesslich nicht besonders zu betonen, dass das Ihnen bekannte schriftliche Referat den Zusammenhalt gibt bezw. geben soll zwischen den heute vielleicht etwas isoliert ins Auge gefassten Problemen, die ich nunmehr in einer Reihenfolge erörtern möchte, welche mir der Sachlage am besten angepasst erscheint.

Zunächst also die Punkte sekundärer Natur!

Meine Herren! Die These I[2]) meines hochverehrten Herrn Korreferenten befindet sich in wesentlicher Übereinstimmung mit meinem eigenen ersten Leitsatz.[3]) Die jedoch nicht unwesentliche Differenz liegt in den Worten „telles qu'elles ont été formulées dernièrement par la Commission d'experts" in der These des Herrn Gabuzzi.

Ich darf wohl annehmen, dass Herr Ständerat Gabuzzi damit, in bewusstem Gegensatz zu meinem Referat, zum Ausdruck bringen wollte, dass er die Anwendung der gemischten Methode bei Fixierung des Begriffs der Zurechnungsfähigkeit ebenso für richtig hält, wie die obligatorische Strafmilderung gegenüber vermindert Zurechnungsfähigen, dass er weiterhin die bei der letzteren Kategorie von Delinquenten nicht mehr obligatorisch vorgeschriebene Anrechnung der in der Heilanstalt ver-

---

[2]) Die Thesen des Korreferenten sind abgedruckt oben S. 730 f.
[3]) Meine Thesen siehe oben S. 729/730.

brachten Zeit auf die Strafe billigt, dass er auch den Vollzug der Strafe vor der Heilbehandlung bei Trinkern, im Gegensatz zu dem bei den vermindert Zurechnungsfähigen Vorgeschriebenen approbiert und endlich eine spezielle Regelung der Entlassung auf Widerruf und der Schutzaufsicht, eine eventuelle Möglichkeit der Anwendung der Sätze über bedingte Verurteilung bei den uns interessierenden Gruppen von Kranken nicht für nötig erachtet.

Alle diese Punkte sind in meinem Referat ausführlich berührt worden. Sie haben daraus ersehen, dass ich hinsichtlich des Zurechnungsfähigkeitsbegriffs, dann des Problems der Anrechnung der in der Heilanstalt verbrachten Zeit auf die Strafe und endlich der Aufeinanderfolge von Strafe und Sicherung bei Trinkern den Normen des Vorentwurfs 1908 den Vorzug vor den neuen Bestimmungen der zweiten Expertenkommission gebe. Dass ich dann, im Gegensatz zu allen schweizerischen Vorentwürfen bei vermindert Zurechnungsfähigen die fakultative Strafmilderung wünschte, beruht, wenn ich es nochmals hervorheben darf, darauf, dass diese gerade auch in unserer kantonalen Gesetzgebung vielfach Anerkennung gefunden hat. Denn — ich korrigiere hier zugleich einige Fehler, die in Anmerkung 238 meines Referates stehen geblieben sind — fakultative Milderung scheinen mir vorzuschreiben: Luzern[3a]), Obwalden, Glarus, Zug und St. Gallen. Die Stellung von Appenzell I.-Rh. und Tessin ist mir nicht ganz klar. Obligatorisch allerdings ist dann die Milderung in Bern[4]), Schwyz, Appenzell A.-Rh., Solothurn, Schaffhausen, Thurgau, Neuenburg und Graubünden. Dann aber dürfen wir nicht ausser Acht lassen, dass uns aus Ländern, welche die obligatorische Strafmilderung besitzen, berichtet wird, dass sie sich dort nicht bewährt habe.

[3a]) Auch in seinem StGB v. 22. Mai 1906, § 49. Diese neue Ausgabe des StGB war mir bisher entgangen.

[4]) Nicht: Zürich, wie in Anm. 238 steht.

Die Milderung nach freiem richertlichen Ermessen sehe ich aber für richtig an und stimme mit dem Herrn Korreferenten dann auch darin überein, dass dort, wo Sicherung und Strafe zusammentreffen können, nämlich bei den gefährlichen und den pflegebedürftigen vermindert Zurechnungsfähigen die Sicherung der Strafe voranzugehen habe, da wir uns heute mit der Sicherung allein in solchen Fällen nicht werden begnügen können.

Endlich herrscht zwischen den beiden Referenten auch darin Übereinstimmung, dass der Richter als jene Instanz anzusehen sei, welche die sichernde Massnahme anordnet und sie auch aufhebt, obschon hiermit in Abwendung von unseren früheren Vorentwürfen eine Regelung Platz gegriffen hat, durch welche die finanziellen Lasten anders verteilt werden als früher (s. Referat S. 67/68).

So viel zu diesen Punkten und zu den Thesen Nr. I. Sie sehen, meine Herren, dass die äusserliche Harmonie bei näherem Zusehen doch starken Meinungsverschiedenheiten Platz macht, es sei denn, dass ich die These des Herrn Korreferenten in ihrer Tragweite missverstanden hätte. Trotzdem möchte ich aber einer Zersplitterung der Diskussion vorbeugen, welche wohl die Folge der Erörterung all der genannten Detailfragen wäre, es sei denn, dass die Versammlung selbst anders beschliesst. Aus der Überzeugung heraus, dass der Kernpunkt unserer heutigen Diskussion bei der Auswahl der Anstalten liegt, wir also vor allem in diesem Punkte zu einem Beschluss gelangen sollten, in Erwägung des Umstandes, dass wir von einer „Billigung" der von der zweiten Expertenkommission festgestellten Bestimmungen aber doch nur nach einer detaillierten Debatte sprechen könnten, schlage ich in These 1 eine allgemeinere Formel vor, die zum Ausdruck bringen soll, dass die einschlagenden Normen des Vorentwurfes auf alle Fälle zu begrüssen sind, mag man auch mit Einzelheiten nicht einverstanden sein.

Es wäre mir natürlich sehr erwünscht, falls der Herr Korreferent sich eventuell mit meinem Leitsatz I einver-

standen erklären könnte, zu Gunsten einer konzentrierten Debatte zu dem eigentlichen Hauptpunkte.

Dieser Kernpunkt kann in die Frage gefasst werden: Welche Massnahmen der Sicherung, insbesondere welche Verwahrungsanstalten empfehlen sich für die gefährlichen verbrecherischen Geisteskranken und die gefährlichen verbrecherischen vermindert Zurechnungsfähigen?

Ich verweise auf die These II des Herrn Korreferenten und auf meine Thesen III und IV.

Meine Herren! Nur spärlich ist in unserer älteren kantonalen Gesetzgebung neben der Gemeingefährdung auch die Rücksicht auf das eigene Wohl des verbrecherischen Geisteskranken als Grund für die Durchführung sichernder Massnahmen anerkannt worden. Während ich im schriftlichen Referat nur kurz auf Obwalden hingewiesen habe, hätte ich vielleicht auch auf Zürich[5]) mich beziehen können; jedenfalls tritt diese Differenzierung erst in neuerer Zeit stärker hervor, so z. B. in Schwyz, Schaffhausen und St. Gallen (s. Referat S. 23/24). Gar nicht beachtet ist sie jedoch bei den vermindert Zurechnungsfähigen.

Gesetzgeberisch ist der Zustand der Gefährlichkeit, soweit er überhaupt beachtet worden ist, in der verschiedensten Weise umgrenzt worden. Ich kann die älteren Versuche hier um so mehr ausser Acht lassen, als mir die Fassung unseres Vorentwurfes, der von einer „Gefährdung der öffentlichen Sicherheit oder Ordnung" spricht, annehmbar erscheint. Es fragt sich für den Richter

---

[5]) Dazu Referat S. 26. Bei dieser Gelegenheit sei ein Druckfehler auf S. 25 u. 27 des Referates richtiggestellt. Das auf S. 25 Zeile 11 und S. 27 Anm. 56 zitierte Gesetz betr. die kantonalen Kranken- und Versorgungsanstalten datiert vom 29. Wintermonat (d. h. vom November und nicht, wie irrig steht, vom Dezember) 1874.

eben, ob ein Angeschuldigter nach dem Zustande seiner Krankheit, nach seiner Vergangenheit und seinem gegenwärtigen Habitus einer Erneuerung deliktischer Taten verdächtig erscheint oder nicht. Dabei wird die Gefährlichkeit auch dann anzunehmen sein, wenn der Inkulpat unmittelbar nur private Rechtsgüter bedroht, dadurch aber, mittelbar, die öffentliche Ordnung berührt erscheint. Dass hier zugleich die Übergänge liegen zwischen dem gefährlichen und dem fürsorgebedürftigen Kranken ist leicht durchzufühlen.

Die entscheidende Frage nach der Gefährlichkeit — ebenso wird es sein bei der Pflegebedürftigkeit — hat der Richter zu beantworten. Mit Recht wird ihm durch Art. 15 Abs. 2 des Vorentwurfs der Sachverständige zur Seite gestellt. Bejaht der Richter den fraglichen Zustand, so hat er — bei vermindert Zurechnungsfähigen nach Einstellung des Strafvollzuges — die Verwahrung des Kranken anzuordnen und zwar, wie der Entwurf sagt, „in eine Heil- oder Pflegeanstalt", aber nur, wenn es „notwendig" ist (Art. 15ter, 17). Die Verwaltungsbehörde vollzieht den Beschluss. (Art. 18bis).

Hier hat der Vorentwurf in einem entscheidenden Punkte eine richtige Lösung angebahnt und durch den weiten Spielraum seiner Bestimmungen auch durchzuführen ermöglicht. Ich analysiere: Die Verwahrung erscheint gewissermassen als ultima ratio judicis. Wo sie aber notwendig ist, hat sie dieser auch anzuordnen, während als vollziehende Instanz die kantonale Verwaltungsbehörde in Erscheinung zu treten hat. Aber auch diese nicht lediglich als Exekutivbehörde, fällt doch in ihr sachkundiges Ermessen die Beantwortung der ausserordentlich wichtigen Frage nach der Anstalt, in welcher der Kranke interniert werden soll. Und wie ich im gedruckten Referat ausführlich klarzulegen versuchte, hierbei tritt die Gefährlichkeitsfrage in einer neuen Nuance erneut in Erscheinung. Denn mit der Beurteilung des Richters, dass ein gewisser X. für die öffentliche Sicherheit

oder Ordnung gefährlich sei und verwahrt werden müsse, ist über die Anstalt in die der X. nunmehr eingewiesen werden soll, gar nichts ausgesagt und es wäre nichts unheilvoller, als etwa anzunehmen, dass in solchem Falle stets ein und dieselbe Anstalt etwa für alle gefährlichen Geisteskranken in Betracht komme. Nein! Meines Erachtens hat hier die Verwaltungsbehörde, denken wir z. B. an irgend ein Irreninspektorat nach Zürcher Muster, selbständig die Gefährlichkeit festzustellen, da nur auf Grund der Feststellung des Vorhandenseins oder des Mangels solcher Gefährlichkeit, nunmehr: im Sinne des Verwahrungsvollzuges die Wahl der richtigen Anstalt getroffen werden kann. —

Hier also scheidet sich schon mein Weg von jenem des Herrn Korreferenten, der eine solche Individualisierung nicht vorsieht. Meiner unmassgeblichen Ansicht nach scheint aber der Vorentwurf selbst mit meiner Auffassung konform zu gehen, wenn er ausdrücklich auch bei Gefährlichen die Verwahrung nur verlangt, falls sie notwendig ist und damit schon auf eine Individualisierung innerhalb dieser Gruppe hinweist. —

Ich fahre fort in dem eben unterbrochenen Gedankengang:

Jener Teil der verbrecherischen Geisteskranken, der, nach richterlicher Beurteilung gefährlich, im Sinne des Verwahrungsvollzuges nicht gefährlich, störend und belästigend ist, wird den gewöhnlichen Irrenanstalten zugewiesen werden und dort, zusammen mit nichtverbrecherischen Geisteskranken, untergebracht werden. Der andere, sagen wir kurz, im Sinne der Verwahrung gefährliche Teil dieser Kategorie von verbrecherischen Unzurechnungsfähigen wird, wiederum zusammen mit nicht verbrecherischen Gefährlichen, in besonderer Weise interniert werden müssen.

Andrerseits: Der gefährliche vermindert Zurechnungsfähige wird in jenen seltenen Fällen, in denen, um mit dem Vorentwurf zu sprechen, trotz Gefähr-

dung der öffentlichen Sicherheit und Ordnung eine sichernde Verwahrung nicht nötig erscheint, dem gewöhnlichen Strafvollzug überwiesen werden. Erscheint dies nicht angängig, so wird auch hier eine besondere Internierung Platz greifen müssen.

Hier sind wir nun im Mittelpunkt der Meinungsverschiedenheiten zwischen den beiden Referenten. „Wie" und „wo" sind die in jeder Hinsicht gefährlichen verbrecherischen Geisteskranken, wo die gefährlichen vermindert Zurechnungsfähigen zu verwahren?

Natürlich scheidet für die genannten „Verbrecher"-gruppen, in der nunmehr gegebenen engen Umgrenzung die Strafanstalt aus der Betrachtung aus.

Es empfehlen sich meines Erachtens:

1. für die verbrecherischen Geisteskranken — das Bewahrungshaus;

2. für die vermindert Zurechnungsfähigen — eine Spezialverwahranstalt[6])

Dieser Auffassung gegenüber steht die Ansicht meines verehrten Herrn Korreferenten, der für beide Kategorien von Gefährlichen, aber auch für alle die im Sinne des Richterspruchs Gefährlichen ein und dasselbe Kriminalasyl verlangt, dem er auch die gefährlichen geisteskranken

---

[6]) Dieser allgemein gehaltene Ausdruck hat in der Diskussion Missverständnissen Vorschub geleistet. Es sollte hier nichts über die Zahl ausgesagt werden. Mir schwebte, wie meine These IV und die Wendungen auf S. 111 des schriftlichen Referates und unten S. 741 u. 742 erweisen, auch hier nicht eine Zentralanstalt vor, vielmehr dachte ich zunächst an eine Mehrheit von besonderen Anstalten einer neuen Art. Würde sich jedoch erweisen, dass die Zahl der gefährlichen vermindert Zurechnungsfähigen, die heute nicht genauer fixiert werden kann, bei uns sehr gering ist, so hätte man vielleicht auch an eine einzelne solche Spezialanstalt denken können. Meines Erachtens wäre es aber solchenfalls zweckmässiger, dem zweiten Vorschlag meiner These IV (s. oben S. 729) zu folgen und einige Adnexe an Strafanstalten vorzusehen. — Hierfür hat sich der Juristenverein in der Abstimmung entschieden.

Verbrecher, d. h. in der Strafhaft geistig Erkrankte zuweisen will. Andere Vorschläge übergehe ich vorläufig.

Zwischen dem Kriminalasyl und den von mir vorgeschlagenen Anstalten wird meines Erachtens die Entscheidung fallen müssen. Man erlaube mir daher, meinen Standpunkt mit einigen Worten zu begründen.

Das auf den ersten Blick an dem Vorschlag Gabuzzi rein äusserlich schon Einnehmende ist der Umstand, dass er sich mit einer Anstalt oder vielleicht besser: mit einer Art von Anstalten begnügen will, während mein Vorschlag deren zwei vorsieht, wobei ich allerdings den Umstand ausser Acht lasse, dass eine Mehrheit von Anstalten ein und derselben Art sowohl bei dem Antrag Gabuzzi, wie bei meinem nicht ausgeschlossen erscheint. Darüber heute näheres auszusagen, wird kaum möglich sein.

Diesem scheinbaren Vorteil des Vorschlages des Herrn Korreferenten stehen aber ganz wesentliche Nachteile gegenüber und, abgesehen von der meines Erachtens mangelnden Individualisierung, dürfte auch die finanzielle Ersparnis auf die Dauer nur eine scheinbare sein.

Gegen das vor allem in Italien beheimatete Kriminalasyl oder mit anderen Worten: gegen die ausschliesslich zur Internierung verbrecherischer Geisteskranker bestimmte, selbständig verwaltete Anstalt ist stets eingewendet worden, dass sie zu einer unhaltbaren Anhäufung von Elementen mit kriminellen Neigungen führe, welche die Aufrechterhaltung der Ordnung wesentlich erschwere und gefährde. Daher werde das Kriminalasyl stets zu sehr Gefängnis und zu wenig Krankenanstalt sein.

Die grosse Anhäufung verbrecherischer Elemente bedingt aber naturgemäss eine ausserordentlich grosse Zahl des notwendigen Personals und damit eine enorme Steigerung der Ausgaben für die Kriminellen. Es genüge zur Beleuchtung dieses Punktes der Hinweis auf Irland, „wo die Durchschnittskosten auf den Kopf der

Insassen der sämtlichen Distriktsanstalten im Jahre rund 23 £ betragen, auf den Kopf der im Kriminalasyl Untergebrachten aber 45 £, also fast das Doppelte."

Dass sich diese manicomii giudiziarii, wie sie Italien nennt, weiterhin nur lohnen könnten, wenn sie mit einer grossen Zahl von Patienten belegt würden, ist im schriftlichen Referat betont worden. Dem Einwand, dass die Zahl der gefährlichen verbrecherischen Geisteskranken eine geringe sei, kommt der Vorschlag des Herrn Korreferenten insofern zuvor, als er neben den gefährlichen verbrecherischen Geisteskranken und den im Verlauf der Strafhaft geistig erkrankten Verbrechern, die als gefährlich erscheinen, auch die gefährlichen kriminellen vermindert Zurechnungsfähigen dem Asyl zuweisen will. Er geht in der Zusammenfassung damit noch weiter als Italien, das die vermindert Zurechnungsfähigen solchenfalls in besondere case di custodia interniert.

Meine Herren! Die damit gegebene Verwischung der Grenzen der in unserem Vorentwurf anerkannten Gruppen erscheint mir unheilvoll. Sie widerspricht meines Erachtens dem Geiste des Entwurfes, der die Trennung der Kategorien offenbar als die Grundlage betrachtet für eine Unterscheidung der Sicherungsmassnahmen. Sie vernichtet jenen Fortschritt, den wir gerade in weitgehender, dem Zustande des Kranken angepasster Differenzierung und Individualisierung sehen.

Wollte man aber die Idee des Kriminalasyls dadurch retten, dass man sich etwa entschlösse, in Anlehnung an obige Differenzierungen, nur die gefährlichen verbrecherischen Geisteskranken einzuweisen, so müsste dagegen eingewendet werden, dass die Zahl dieser einerseits zu gering ist, um den teuren Bau eines Kriminalirrenasyls zu rechtfertigen, andrerseits aber doch wiederum zu gross, da hinsichtlich der Anhäufung verbrecherischer Elemente mit Ris betont werden muss, dass „die technischen Anforderungen sehr für einen kleinen Umfang des Hauses sprechen". Psychiater und Juristen berechnen aber die

Zahl der gefährlichen verbrecherischen Geisteskranken für die Schweiz auf 60 bis 100.

Weiterhin herrscht heute auch darüber kein Zweifel, dass ein Bundes-Kriminalirrenasyl auf Grund von Art. 64bis der BV nicht ins Leben gerufen werden kann. Eine Bundessubvention an Bau und Betrieb von interkantonalen Asylen sieht aber der Entwurf des Einführungsgesetzes nicht vor. Die Zentralisierung hätte also auch im Hinblick auf erhoffte Bundeshilfe keine Vorteile. Die finanziellen Lasten einer völlig selbständigen Verwaltung eines solchen Asyls, das regelmässig in isolierter Lage gebaut werden wird und daher auch zu fortwährenden Transporten mit ihren Schwierigkeiten, Kosten und Gefahren nötigt, dürften auf der Hand liegen.

Und endlich ein letzter Punkt. Es darf denn doch nicht übersehen werden, dass sich das manicomio criminale im Auslande kaum bewährt hat, dass in Italien die Ansichten geteilt sind, dass man sich in Holland und Schweden dagegen ausgesprochen, dass neuere Forscher es vielfach ablehnen. Über alles berichtet das schriftliche Referat im Detail. Man erlaube mir, hier einfach daran zu erinnern und mich mit dem Zeugnis von Vincenzo Manzini, einem italienischen Kriminalisten gemässigter Richtung zu begnügen. Er urteilt wie folgt: „Feststehende Tatsache ist, dass der Geisteskranke in keinerlei Hinsicht als Verbrecher betrachtet werden darf, wenn man den Worten ihren Sinn belassen will, vielmehr als ein Unglücklicher, dessen Irrsinn zu Taten geführt hat, die vom Gesetz als Verbrechen angesehen werden. Wenn er demnach, je nach den Umständen, der Behandlung als gefährlicher Irrer unterworfen werden kann, so sollte er nicht in Kriminalasyle (contradictio in terminis) eingesperrt werden, ..., in denen der Arzt durch den Irrenarzt = Gefangenenaufseher, der Krankenpfleger durch den Sklavenaufseher (aguzzino) ersetzt ist und die Pflege sich in eine Strafe verwandelt, welche härter ist als die gewöhnliche, wobei man Zwitterstufen schafft,

unwürdig eines Kulturstaates, welcher zu unterscheiden weiss zwischen Verbrechen und Wahnsinn und in der Lage wäre zu schützen, ohne zu quälen.“ —

Im Gegensatz zum Kriminalirrenasyl erfreut sich die von mir für gefährliche Geisteskranke vorgeschlagene Anstalt, das Bewahrungshaus, steigender Anerkennung. Nicht nur im Auslande findet es mehr und mehr Anklang, es soll auch in der Schweiz, in Rheinau, Eingang finden.

Diese, „mit der Irrenanstalt mehr oder weniger nah verbundenen Abteilungen (Pavillons), die, ich betone, derselben Verwaltung unterstehen, aber im Betriebe und den baulichen Einrichtungen besonders gehalten sind“ ermöglichen uns, das meines Erachtens richtige Prinzip zur Anwendung zu bringen, das, kurz zusammengefasst, lautet: „Die Krankheit und nicht das Verbrechen entscheidet über die Behandlung.“ Oder mit dem durchaus einwandfreien § 1 des Reglements des Verwahrungshauses in Goettingen: „Bei der Unterbringung ist nicht etwa die Tatsache massgebend, ob, wie oft und wie ein Kranker mit dem Strafgesetz in Konflikt gekommen ist, ob er auf Grund des StGB freigesprochen oder ob er verurteilt und in der Strafhaft erkrankt ist, sondern lediglich die . . . . . Unmöglichkeit, den Kranken in freieren Verhältnissen zu halten, sei es, weil er durch . . . . Drohungen oder durch gewalttätige Handlungen oder durch Komplott- und Entweichungsversuche die Sicherheit seiner Umgebung oder der Anstalt bedroht.“

Dass verbrecherische und nichtverbrecherische Elemente im Bewahrungshaus, genau wie in der gewöhnlichen Irrenanstalt, neben einander interniert sind, ist insofern von Vorteil, als dadurch eine „Verdünnung“ der Verbrecherischen herbeigeführt wird. Gegen jene Auffassung, die in solchem Beisammensein eine Ungerechtigkeit gegen die Nichtverbrecherischen sieht, erheben die Psychiater, darunter auch unsere schweizerischen, ein-

stimmig Protest und auch der Jurist muss sich ihnen von dem Gesichtspunkt aus anschliessen, dass die Krankheit allein die entscheidende Rolle bei der Verwahrung spielen darf.

Das Bewahrungshaus für kriminelle und besonders gefährliche Geisteskranke — so nennt Ris die Anstalt in seinen Vorschlägen für Rheinau — ist als besonderes Nebenhaus (Pavillon) an bestehenden Irrenheilanstalten zu denken. Die gleiche Verwaltung für Hauptanstalt und Bewahrungshaus verringert die Kosten, die Lage als Annex ermöglicht die Vermeidung von Transporten und wiederum der stets damit verbundenen Kosten und hat den kolossalen Vorteil, die Verwahrung und Behandlung dabei ohne jegliche Schwierigkeiten dem jeweiligen Zustand des Kranken anpassen zu können, diesen aus dem Bewahrungshaus in die Hauptanstalt und aus dieser in jenes versetzen zu können, je nachdem er nach den verschiedenen Phasen seiner Krankheit verschieden zu qualifizieren ist.

Dass wir ausserdem nach meinem Vorschlage die Vermischung verschiedener Kategorien von Kranken vermeiden, braucht nicht besonders betont zu werden. Und dass wir uns in Übereinstimmung befinden mit der heute wohl vorherrschenden Auffassung in psychiatrischen Kreisen, auch in der Schweiz, dass wir die beginnende segensvolle Entwicklung im Bau von Bewahrungshäusern fördern, bedeutet mir eine ganz wesentliche Unterstützung meiner reiflich überprüften Überzeugung, die in These III ihren Niederschlag gefunden hat.

Meine Herren! Ich eile zum Ende. — Notwendige Konsequenz der vorgetragenen Auffassung ist selbstverständlicherweise die Forderung von besonderen Anstalten oder Adnexen an Strafanstalten für die Verwahrung gefährlicher verbrecherischer vermindert Zurechnungsfähiger. Es ist auch vorgeschlagen worden, diese Kategorie in den Verwahrungsanstalten für Ge-

wohnheitsverbrecher (Art. 31 VE) oder in den Arbeitserziehungsanstalten unterzubringen (Art. 32 VE). Ich bin überzeugt, dass diese Vorschläge nicht dem Geiste unseres Vorentwurfes gerecht werden und ich halte mich nicht für legitimiert, andererseits erscheint es mir aber auch nicht zweckmässig, die vom Vorentwurf gemachten materiellen Differenzierungen wieder zu verwischen. Der Gewohnheitsverbrecher des Vorentwurfes ist dem vermindert Zurechnungsfähigen nicht gleichzustellen. Darüber brauche ich weitere Worte wohl nicht zu verlieren. Immerhin würde ich — auf diese Erklärung lege ich Gewicht — einem solchen Vorschlag doch noch den Vorzug geben vor jenem, den vermindert Zurechnungsfähigen und den Unzurechnungsfähigen zusammen zu internieren oder gar den gefährlichen vermindert Zurechnungsfähigen der Arbeitserziehungsanstalt zuzuweisen. Das Letztere hiesse die Arbeitserziehungsanstalt des Vorentwurfes in Grund und Boden vernichten und sie zum Arbeitshaus berüchtigten Angedenkens in der bisherigen Gestalt degradieren. Aus diesen Gedankengängen versucht meine These IV das Fazit zu ziehen.

Zugleich wird aus dem Gesagten auch These II verständlich. Sie lehnt sich an an einen Gedanken unseres psychiatrischen Kollegen Maier in Zürich, dessen tatkräftiges Mitarbeiten an den Fragen unseres Vorentwurfes bekannt sein dürfte und enthält, im Zusammenhang mit These V, einen Niederschlag meiner Überzeugung, dass die verschiedentlich geäusserte Meinung, der Vorentwurf stelle zu grosse Anforderungen an unsere finanzielle Leistungsfähigkeit, nicht der Wirklichkeit entspricht. Dies wird gerade durch die Betrachtung der gegenüber den pflegebedürftigen verbrecherischen Geisteskranken und vermindert Zurechnungsfähigen nötigen Massnahmen und Anstalten erwiesen. Denn für diese werden wir kaum neue Anstalten benötigen. Die Geisteskranken werden

ihre Unterkunft in den bestehenden Heil- und Pflegeanstalten finden, die vermindert Zurechnungsfähigen in den bestehenden Anstalten für Epileptische, Taubstumme, Schwachsinnige, in den Trinkerheilanstalten und dergl. mehr. —

Meine Herren! Ich bin am Ende meiner Ausführungen. Ich möchte jedoch nicht schliessen, ohne Ihnen herzlichen Dank dafür auszusprechen, dass Sie mir als Schweizer im Auslande ermöglicht haben, auch im Schosse des Juristenvereins mitzuarbeiten an der Klärung wichtiger Probleme unseres künftigen Strafrechtes. Zwanzig Jahre sind vergangen seit der ersten offiziellen Mitteilung über den Beginn der Arbeiten zur Vereinheitlichung des schweizerischen Kriminalrechts. Möge die mühevolle und ausdauernde Arbeit zweier Jahrzehnte baldigst durch einen glücklichen Erfolg gekrönt werden.

M. le Dr. *Gabuzzi, co-rapporteur.*

Le rapport qui nous a été présenté par M. le professeur Dr. Delaquis sur la matière importante qui forme l'objet de nos délibérations d'aujourd'hui est complet au point de vue de la doctrine et de la législation comparée. Je lui adresse mes remerciements d'une manière tout à fait spéciale, parcequ'il me dispense d'entrer dans beaucoup de détails, sur lesquels le mémoire imprimé donne une information très précise.

Je déclare accepter la thèse première telle qu'elle a été formulée par M. le professeur Delaquis. Je me place comme lui complètement sur le terrain des dispositions du projet. Aucune discussion n'est possible sur le principe que n'est pas punissable celui qui étant atteint d'une maladie mentale, d'idiotie ou d'une grave altération de la conscience ne possédait pas au moment d'agir la faculté d'apprécier le caractère délictueux de son acte ou de se déterminer suivant cette appréciation. On doit approuver aussi le système suivi par le projet, qui attribue au juge de prononcer sur l'irresponsabilité en l'obligeant toutefois

à faire examiner l'inculpé par des experts de la science médicale ou psychiatrique dès que l'état mental de l'inculpé prête au doute ou si l'inculpé est affecté d'une imperfection physique, qui peut exclure ou réduire sa responsabilité.

J'admets les dispositions, qui répartissent les irresponsables en trois catégories. La première comprend les irresponsables qui n'exigent aucune mesure de sûreté et aucune cure et qui doivent être laissés libres dès que leur irresponsabilité a été reconnue. Dans la deuxième catégorie entrent les irresponsables, à l'égard desquels, malgré leur irresponsabilité et à raison de la cause de cette irresponsabilité il est nécessaire de prendre des mesures spéciales dans l'intérêt de la défense sociale. La troisième catégorie comprend enfin les irresponsables, dont l'état de maladie exige un traitement, sans qu'ils soient d'une manière quelconque dangéreux pour la sécurité ou l'ordre public.

Les dispositions concernant les délinquants à responsabilité restreinte sont parallèles à celles sur les délinquants complètement irresponsables. J'approuve la notion de la responsabilité réduite, adoptée par le projet en partageant toutefois les doutes qui ont été développés par M. le professeur Delaquis sur l'opportunité de la disposition, qui rend obligatoire l'atténuation de la peine à l'égard de tout condamné à responsabilité restreinte. Je pense aussi qu'il aurait été préférable de laisser facultative l'atténuation de la peine, et qu'il aurait suffi, que dans certains cas le juge pût tenir compte de la responsabilité moindre dans les limites du maximum et du minimum de la peine ordinaire. Les délinquants à responsabilité restreinte se rangent du reste comme les irresponsables en trois catégories: ceux qui après avoir subi leur condamnation peuvent être sans autre libérés, ceux qui exigent la mesure de l'internement dans l'intérêt de la sécurité ou de l'ordre public et ceux enfin pour lesquels le juge peut ordonner le traitement médical suggéré par leur état de maladie.

A l'égard des délinquants irresponsables ou à responsabilité restreinte pour lesquels le juge ordonne le simple traitement dans un hôpital ou un hospice, l'exécution du traitement est laissé aux soins de l'autorité administrative. Un point discutable est la disposition qui à l'égard d'un condamné à responsabilité restreinte maintient la peine séparée du traitement et permet au juge de décider si après le traitement la peine doit encore être exécutée. Du moment que le juge décide non seulement si la peine doit être subie, mais encore dans quelle mesure l'exécution peut avoir lieu, je pense qu'il n'y aura pas d'inconvénients à laisser au juge une semblable décision. Dans certains cas le juge décidera que la peine doit être subie avant le traitement et dans d'autres que le traitement doit précéder d'exécution de la peine. Dans le dernier cas le juge sera appelé à prononcer, si la peine peut être considérée comme subie par le traitement forcé auquel le délinquant a été soumis dans un hôpital ou dans un hospice, ou s'il est encore utile de faire subir au condamné ou tout ou en partie la peine.

Le point plus important est celui de la mesure de sûreté de l'internement applicable aux délinquants irresponsables ou à responsabilité restreinte dont le juge reconnait le caractère dangéreux pour la sécurité ou l'ordre public. Tous semblent admettre que le juge a le droit d'ordonner la mesure de sûreté de l'internement dans un établissement, où on pourvoit à la garde de ces délinquants et en même temps aux soins que leur état de maladie peut exiger. Le système suivant lequel l'exécution de la mesure de sûreté à l'égard de ces délinquants doit être confiée à l'autorité administrative, que le rôle du juge est rempli dès qu'il a prononcé sur la question de responsabilité et qu'il n'a pas à s'ingérer dans l'exécution d'une mesure qui sort du domaine de la peine dans le sens strict, a été justement abandonné par le projet. Il s'agit d'individus qui ont été assujettis au pouvoir du juge par des faits commis en violation de la loi pénale et dès que leur caractère

dangereux a été reconnu, l'intérêt de la défense sociale et la protection même des individus en question exigent, que le juge ne doit pas seulement ordonner la mesure de sûreté, mais qu'il doit aussi en contrôler l'exécution et décider si et dans quelle manière la mesure appliquée doit cesser. La mesure dont il s'agit se réfère exclusivement aux personnes dont la maladie mentale est la cause de l'irresponsabilité ou de la responsabilité restreinte et dont la maladie mentale constitue le danger pour la sécurité et l'ordre public.

La nature et le mode d'exécution de cette mesure de sûreté soulèvent une des questions les plus controversées dans la doctrine pénale, dans la science psychiatrique et par conséquent aussi dans la législation. C'est sur cette question, que je me permets de manifester des opinions divergeantes de celles de M. le rapporteur. Je ne conteste point le poids des arguments que M. le professeur Delaquis fait valoir avec autant de science et d'autorité contre ma manière de voir, mais je pense que la question mérite un examen approfondi et c'est précisément pour cela que notre comité a proposé ce thème de discussion pour notre réunion de cette année.

Dans la commission des experts qui étudie le code pénal et dont j'ai l'honneur de faire partie comme représentant de la Suisse italienne, j'avais soulevé la question, s'il n'était pas nécessaire, ou tout au moins utile, de prévoir l'internement des délinquants irresponsables ou à responsabilité restreinte dangereux dans un établissement exclusivement affecté à cette destination. Je préconnisais avec ma proposition la création d'un asile spécial pour les fous criminels. La commission n'a pas décidé la question; elle l'a laissée ouverte aux délibérations auxquelles le projet de code pénal et de la loi d'exécution doit encore être soumis.

M. le professeur Delaquis vous propose de décider, que la création d'un tel asile n'est pas désirable, qu'on peut pourvoir à l'internement des fous criminels complète-

ment irresponsables dans deux ou trois pavillons ou compartiments spéciaux d'établissements d'aliénés déjà existants et que pour l'internement des criminels dangereux à responsabilité restreinte on doit créer une établissement spécial ou y destiner des compartiments spéciaux des maisons pénitentiaires.

Avant d'aborder l'examen de la question de la création de l'asile spécial pour les fous criminels, j'observe que je comprends peu la distinction que M. le professeur Delaquis fait entre les délinquants irresponsables et les délinquants à responsabilité restreinte quant à la mesure de sûreté, qu'on doit leur appliquer. Du texte du projet il résulte, évidemment, qu'il s'agit d'individus, dont la responsabilité est exclue ou réduite à cause d'une maladie mentale. Dans l'article 15ter, comme dans l'article 17, on parle de délinquants qui compromettent la sécurité ou l'ordre public et qu'il est donc nécessaire d'interner dans un hôpital ou dans un hospice. Pour les uns la maladie a atteint un degré tel que leur irresponsabilité complète doit être déclarée, tandis que pour les autres il s'agit de cas douteux, dans lesquels la maladie mentale n'est pas exclue, quoiqu' elle n'ait pas oblitéré complètement la conscience ou la liberté de détermination. Dans la science psychiatrique on discute si on peut admettre cette zône intermédiaire entre l'irresponsabilité complète et la responsabilité normale, mais on ne peut pas nier, que la responsabilité réduite dans les cas de trouble partiel de l'intelligence et de la volonté correspond à la conscience publique et à la pratique actuelle de nos législations. En tout cas la mesure de sûreté est identique et identique est la cause qui l'impose. Pour les uns la question de l'irresponsabilité est mise d'emblée hors de cause; pour les autres, il s'agit de faire des constatations plus étendues et la mesure de sûreté sera pour ceux-ci dans plusieurs cas décrétée par le juge afin de mettre le délinquant en état d'observation, restant réservée la décision définitive sur l'exécution de la peine prononcée avec l'internement. La mesure de

l'internement est distincte de la peine et ne se confond pas avec elle. Aussi pour ces délinquants, la mesure de l'internement est prononcée pour un temps indéterminé. Le juge ordonne l'internement et suspend l'exécution de la peine, mais il sera appelé successivement à prononcer quand l'internement doit cesser et si après sa cessation on doit encore appliquer la peine. Tout cela dépendra des résultats de l'observation à laquelle le délinquant est soumis et comme la cause de la responsabilité réduite ne peut être dans le cas qui nous occupe que la maladie mentale, il n'y a aucune raison pour ne pas remettre le délinquant au même établissement, où se trouvent internés les fous complètement irresponsables. Ce serait aller contre le texte et l'esprit du projet en voulant faire une distinction, parce que, permettez moi la répétition, dans les deux dispositions du projet on parle de l'internement dans un hôpital ou dans un hospice et non pas dans un compartiment de la maison pénitentiaire où l'on subit la peine. Ce n'est pas en effet dans la maison pénitentiaire, que la maladie mentale partielle sera soignée et observée, mais dans un établissement destiné précisément aux individus affectés de maladie, quels que soient les effets de cette maladie à l'égard de la question juridique de la responsabilité. Il n'est pas inutile d'observer, que dans les pays, où on a introduit les asiles pour les fous criminels, dans ces asiles sont enfermés aussi les délinquants à responsabilité réduite en tant que cette responsabilité dépend d'une maladie mentale. Le projet autrichien prévoit la possibilité de l'internement des délinquants à responsabilité restreinte dans le même établissement spécial qui est créé pour les irresponsables. (§ 36 et § 37.) Il me semble donc que, dans tous les cas, pour les délinquants à responsabilité restreinte on doit faire abstraction de la création d'un établissement spécial et qu'ils appartiennent aussi aux établissements dans lesquels sont internés les fous criminels. Certainement la direction de l'établissement doit pourvoir à la garde et au traitement spécial

que leur état exige et l'établissement, quel qu'il soit, aura pour cela à sa disposition les moyens nécessaires.

Je fais abstraction de la considération d'ordre pratique, que dans un Etat comme la Suisse il sera presque impossible, même en admettant l'accord des cantons, de réunir le nombre d'individus de cette catégorie spéciale suffisant pour justifier la création d'un établissement spécial. Si on veut réussir, si on veut rendre possible l'application du code, il faut nécessairement procéder par groupements en réunissant les individus, qui ont des affinités, et c'est sur cette considération que repose la seconde partie de ma proposition, qui tend à faire interner dans l'établissement des fous criminels aussi les délinquants, pour lesquels la maladie mentale ayant un caractère dangereux pour la sécurité ou l'ordre public s'est révélée pendant l'exécution d'une peine. Encore ici il me semble qu'on doit admettre, que dès qu'on reconnait que des criminels irresponsables ou à responsabilité restreinte dangereux doivent être internés dans un établissement jusqu'à ce que le juge estime que leur délivrance puisse se faire sans compromettre la sécurité et l'ordre public, la même mesure doit être appliquée aux criminels, dont la maladie mentale ayant ce caractère spécial se manifeste en cours d'exécution d'une peine. Il s'agit ici d'individus, qui assez probablement ont été déclarés responsables, parce que la maladie mentale existait à un état latent et dont le juge vis-à-vis des opinions divergeantes des experts a cru devoir prononcer la responsabilité. Il est certain que la maladie mentale, qui se manifeste chez un condamné doit faire suspendre l'exécution de la peine, mais si le délinquant est dangereux, l'internement dans l'établissement destiné aux fous criminels est la seule mesure applicable dans l'intérêt de la défense sociale, qui ne cesse pas par le fait que le caractère dangereux du délinquant s'est révélé pendant l'exécution d'une peine. Je ne trouve aucune difficulté dans l'intervention du juge aussi dans cette situation. L'organisation de la fonction judiciaire à l'égard de la

mesure de sûreté dont il s'agit est laissée aux cantons et il suffira que dans la loi d'introduction du code on ait à prévoir, que cette fonction ait à s'expliquer aussi à l'égard des délinquants atteints de maladie mentale pendant l'exécution de la peine.

Dans son rapport M. le professeur Delaquis fait beaucoup de citations dans le domaine de la science psychiatrique et de droit pénal pour démontrer qu'on ne peut pas conseiller la création d'un établissement spécial. Il me serait très facile de lui opposer autant de citations de maîtres de l'une et de l'autre science, qui se prononcent dans un sens opposé. J'observerai que les adversaires se trouvent spécialement parmi ceux qui restent attachés aux principes de l'école classique du droit pénal, tandis que la nécessité de la création de l'asile spécial pour les fous criminels est soutenue par les adhérents au courant d'idées, qui tend à transformer l'institution de la justice pénale dans le sens d'une plus efficace protection de la société contre le désordre du délit, par le courant d'idées, auquel s'inspirent les mesures d'éducation et de correction pour les jeunes délinquants, et qui a fait adopter la peine de durée indéterminée pour les incorrigibles, la maison de travail pour les fainéants et l'asile spécial pour les buveurs d'habitude. C'est ce courant d'idées, qui est largement suivi par notre projet de code pénal, déjà par son premier auteur, M. le professeur Stooss, qui a été constamment maintenu dans les élaborations successives du projet et qui, on doit l'espérer, recevra sa sanction définitive par les Conseils de la Confédération. Il me semble qu'il manquerait quelque chose à cette organisation, si on n'adoptait pas l'asile pour les fous criminels.

Permettez-moi une seule citation. Le professeur Silvio Longhi, auteur de différents ouvrages de droit pénal, a publié en 1911 un gros volume sur la répression et la prévention dans le droit pénal actuel. Dans ce livre il fait un examen critique des principes des différentes écoles de droit pénal et il cherche à en déduire une synthèse,

qui devrait exprimer l'état actuel de la science et de la législation. Dans une note, à la page 726 de son ouvrage, le jurisconsulte italien cite les dispositions du projet suisse de 1908 sur les délinquants irresponsables et à responsabilité restreinte. Il dit que le projet suisse est le plus complet dans le sens des nouvelles tendances législatives et qu'il sera „il codice tipo del secolo nostro presso tutte le nazioni civili, che vorranno rinnovare la loro legislazione penale.“ M. le professeur Longhi, qui prononce un jugement si flatteur sur notre code en formation, à l'occasion des dispositions concernant les délinquants irresponsables et à responsabilité restreinte, ne doute pas que ces dispositions supposent pour leur application la création de l'asile spécial pour les irresponsables dangereux, institution dont il soutient la nécessité dans plusieures endroits de son ouvrage.

Je fais les constatations suivantes: Dans le domaine de la législation, les asiles pour les fous criminels ont été introduits en Angleterre, en Irlande et en Écosse, en Norvège, en Italie, en Australie, dans le Canada et dans plusieurs Etats de l'Amérique du nord.

Au point de vue de la science psychiatrique l'asile spécial pour les fous criminels a été recommandé par la société des aliénistes suisses, dans la réunion de 1906. Il a été soutenu particulièrement par M. le Dr. Edouard Borel, premier assistant à la clinique psychiatrique de l'université de Bâle, que M. Delaquis cite aussi, dans une thèse présentée en 1904 à l'université de Genève et dans des publications successives.

Parmi les hommes, qui par l'étude et l'observation pratique des délinquants dans les maisons de peine ont été amenés à recommander l'institution, je cite Beltrani-Scalia et Doria, deux directeurs généraux des prisons italiennes et M. Favre, directeur du pénitencier du canton de Vaud, à la réunion du 1912 de la Société suisse pour la réforme pénitentiaire.

L'établissement est destiné aux fous criminels, que le juge déclare dangereux pour la sécurité et l'ordre public. Il ne réunira donc qu'un nombre assez limité d'individus qu'on peut calculer pour notre Suisse de 100 à 150 au plus. En ce qui concerne le caractère dangereux du délinquant, je souscris aux explications qui sont données par M. le professeur Delaquis dans son rapport. Tout en se remettant à l'appréciation du juge, on doit retenir, que dans l'établissement seront internés seulement les individus, qui ont commis des faits spécialement graves. Or il me semble que précisement la satisfaction qu'on doit à la conscience publique, troublée par le fait délictueux, même si le juge est obligé à déclarer l'irresponsabilité, exige que l'auteur du méfait soit interné dans un établissement spécial, qui donne toute garantie pour sa garde. Je crois que le sentiment de la sécurité publique n'est pas satisfait si on enferme l'auteur d'un fait atroce purement et simplement dans une maison d'aliénés.

On doit partir du point de vue, que le délinquant, même atteint de maladie mentale, est venu en contact avec la justice sociale par des faits prévus par le code pénal, que s'il n'est pas responsable vis-à-vis de la notion juridique de la responsabilité, il constitue par sa maladie mentale elle même et par les manifestations de cette maladie un danger pour la sécurité publique. Ce caractère de l'individu exige, tout en excluant l'application de la peine comme expiation, qu'il ne soit pas confondu avec les aliénés, qui n'ont commis aucun délit, qui n'ont que le malheur d'avoir perdu le bienfait de la raison. C'est donc avant tout par la considération qu'on doit au sentiment de la sécurité publique, que la création de l'établissement spécial se recommande.

Des aliénistes très compétents soutiennent aussi que le traitement de la maladie du fou criminel doit différer de celui des aliénés, qui n'ont pas démontré un penchant vers le délit. Ce terrain de discussion est très difficile à aborder pour un profane. Le mouvement d'idées

provoqué par les recherches géniales de Lombroso sur l'homme délinquant a conduit à faire des délinquants atteints de maladie mentale une classe à part, qui se distingue complètement des aliénés communs. Mais même si on devait écarter cette différence de soins dûs à la maladie, il restera toujours, que les fous criminels dangereux constituent au point de vue de la juste préocupation de la sécurité publique une catégorie de malheureux soumis à un régime spécial. Ce régime est admis par tous dans le sens qu'il n'appartient pas à la direction de la maison d'aliénés de déclarer que l'individu est guéri et qu'il peut être mis en liberté, et qu'est nécessaire pour sa libération l'intervention du juge. Je demande pourquoi, du moment qu'on doit admettre ce réglement spécial, on ne devra pas déduire la conséquence d'interner ces fous dans un établissement qui leur soit exclusivement destiné? Mais est-ce que nous ne saurions pas au fond tous d'accord sur le traitement spécial dû aux fous criminels dangereux? Est-ce que la divergence d'opinion ne se réduirait pas à une simple modalité? Dans plusieurs Etats où on manifeste une répugnance à créer l'asile spécial, on prévoit la création de compartiments spéciaux, qui en Allemagne prennent le nom de Bewahrungshäuser, comme annexes des maisons pénitentiaires ou des établissements d'aliénés. M. le professeur Delaquis lui même dans son rapport propose la création de deux ou trois Bewahrungshäuser, comme annexes d'établissements d'aliénés actuellement existants. Pourquoi doit-on s'arrêter à cela? En admettant la nécessité de la séparation des fous criminels dangereux des autres aliénés et en admettant avec nous le traitement spécial, on ne doit faire qu'un pas pour venir à la solution logique de la création d'un établissement unique. Cet établissement ne différera pas beaucoup des Bewahrungshäuser, que M. le professeur Delaquis veut établir, mais il aura le grand avantage de réunir dans un établissement unique et sous une seule direction les individus qui y appartiennent. L'établissement unique fournira une garantie

supérieure au point de vue de la sécurité et permettra d'appliquer pour toute la Suisse des règles uniformes pour l'application de cette importante mesure de sûreté. Ajoutons la considération que le personnel de direction et de surveillance de cet établissement se formera à une pratique spéciale, dont la consultation sera très avantageuse pour la solution des cas douteux qui se présenteront dans la pratique de nos tribunaux.

Je ne vois pas les inconvénients, que l'établissement unique peut produire. On dit qu'un tel établissement risque de revêtir plutôt l'aspect d'une prison, que celui d'une maison de malades. L'établissement sera dans l'opinion publique ce qu'il sera réellement, c'est à dire un lieu d'internement de fous criminels dangereux. Il faut insister sur cette condition de son application pour lui ôter le côté odieux, qu'il pourrait avoir, s'il était destiné aussi aux délinquants irresponsables simplement aliénés, mais qui ne sont pas un danger pour la sécurité ou l'ordre public. Du reste pour ce qui concerne le traitement dû au malade, la direction fera le nécessaire, comme elle le fera dans le Bewahrungshaus annexe à une maison d'aliénés.

Aussi le sentiment de pitié vis-à-vis des aliénés communs, enfermés dans une maison d'aliénés, mérite une certaine considération. M. le professeur Delaquis cite l'opinion d'auteurs dans le sens, que personne ne s'est plaint jusqu'ici que des fous criminels aient été internés dans l'établissement commun d'aliénés. Il me sera permis d'objecter que bien d'autres ont fait des observations en sens contraire, qui correspondent mieux au sentiment public. J'ajouterai même que ce sentiment a souvent conduit à faire enfermer dans des maisons pénitentiaires des individus coupables de grands crimes, qui au fond

An dieser Stelle ist der Text von Seite 760 und die ersten drei Zeilen von 761 einzuschalten.

des établissements nécessaires pour l'application rationnelle

des peines et des mesures de sûreté prévues par le code. Je cite par exemple les maisons d'internement pour les délinquants incorrigibles et aussi les asiles pour délinquants buveurs d'habitude, qui n'atteindront pas un grand nombre et pour lesquels je ne crois pas qu'il sera nécessaire de créer plus d'une ou de deux maisons. Encore ici, si la Confédération ne procède pas directement ou si on ne lui reconnaît pas le droit d'imposer son concours aux Cantons dans la création des établissements, l'exécution de la mesure de sûreté sera toujours insuffisante. Si on devait se remettre simplement à l'entente volontaire entre les cantons, il y a à craindre qu'on devra attendre plusieurs années avant que le code soit appliqué dans ces mesures, qui ont pourtant un caractère fondamental. Il y aura toujours dans les Cantons la tendance de s'en tirer avec le moins de frais possibles et il arrivera souvent que dans tel ou tel Canton le juge appliquera la mesure qui sera à sa disposition au lieu de celle qui est voulue par la situation du cas spécial. On ne doit pas oublier qu'en matière pénale l'exécution des peines et des mesures de sûreté est une chose essentielle et que tout le grand progrès que le code entend réaliser sera annihilé par l'insuffisance des moyens dont chaque canton dispose. Au point de vue de la dépense, la faculté de pouvoir créer des compartiments spéciaux dans des établissements d'aliénés produira le résultat, que nous aurons avec ces Bewahrungshäuser plus qu'il ne sera nécessaire, avec la probabilité d'une organisation au moins défectueuse. Les Cantons qui ne peuvent pas pourvoir directement aux mesures nécessaires seront très satisfaits d'avoir à leur disposition un établissement créé par la Confédération et qui ne leur imposera pas une contribution supérieure à celle qu'ils devraient payer à l'établissement d'un autre Canton.

Voilà les raisons pour lesquelles je recommande à l'attention bienveillante de la société des juristes ma thèse deuxième, que j'oppose aux thèses II, III et IV du rapport de l'honorable M. le professeur Delaquis.

M. le Dr. Philippe Saporito, directeur de l'établissement d'aliénés criminels d'Averga et auteur de plusieurs écrits sur l'institution, a observé que la création des asiles spéciaux s'est révélée comme une nécessité vis-à-vis des inconvénients de la réunion des aliénés criminels avec les aliénés communs et vis-à-vis des difficultés que les directeurs des établissements d'aliénés communs faisaient à recevoir des aliénés, qui avaient commis des délits.

Pour ce qui concerne la possibilité de la création de l'asile unique dans la Suisse je reconnais qu'on peut trouver un obstacle dans la disposition de l'art. 64bis de la Constitution fédérale, qui a trait à l'unification du droit pénal. Suivant cet article l'organisation judiciaire, la procédure et l'administration de la justice demeurent aux Cantons dans la même mesure que dans le passé. La Confédération a le droit d'accorder aux Cantons des subventions pour la construction d'établissements pénitentiaires, de maisons de travail et de correction, ainsi que pour les réformes à réaliser dans l'exécution des peines. Il n'y a pas à craindre, que du moment que dans le code pénal est prévu l'internement des fous criminels dangereux dans un établissement spécial, les Cantons s'opposent à ce que la Confédération elle même ait à construire cet établissement avec l'obligation pour les Cantons d'y envoyer les individus que le juge de leur Canton estimera destinés à cet établissement. On devra s'aider dans le sens suggéré par la société des médecins aliénistes en introduisant dans la loi introductive du code une disposition qui prévoit la création de l'établissement par la Confédération seule ou avec le concours des Cantons. Une disposition dans ce sens était contenue dans l'art. 46 du projet d'application de l'avant-projet de code pénal suisse de 1903 élaboré d'après les décisions de la première commission d'experts. Le dit article disposait en effet que l'internement et le placement des personnes irresponsables ou à responsabilité restreinte aurait lieu dans des établissements publics, et l'article ajoutait, que la Confédération pourra

subventionner la création d'un ou plusieurs établissements pour l'internement des criminels aliénés ou à responsabilité restreinte.

Le *Président* remercie les rapporteurs et ouvre la discussion.

Dr. *O. Kronauer*, Bundesanwalt, Bern:

Ich möchte zunächst eine historische Ergänzung bringen. Nachdem die grosse Expertenkommission zur Beratung des Strafgesetzvorentwurfes geschaffen war, hat der Vorsteher des eidg. Justizdepartements nicht ermangelt, Ende letzten Jahres dafür zu sorgen, dass durch eine besondere Kommission von Experten dahin Vorsorge getroffen werde, dass die Strafen und sichernden Massnahmen nach Inkrafttreten des eidg. Strafgesetzes in Vollzug gesetzt werden können. Der Bundesrat ist der Anregung des Departements gefolgt und hat eine Spezialkommission von 17 Mitgliedern ernannt, welcher Gefängnisdirektoren, Irrenärzte, sowie Juristen, die sich speziell mit der Strafrechtspflege befassen, angehören. Diese Kommission hat sich in vier Subkommissionen geteilt, denen das Studium folgender Aufgaben zugewiesen wurde.

Die erste Subkommission hat die künftige Einrichtung der Zuchthäuser, Gefängnisse, Verwahrungs- und Haftanstalten zu studieren, die der Entwurf vorsieht und welche auch von der grossen Expertenkommission bereits angenommen sind.

Die zweite Unterabteilung soll sich mit den Nebenanstalten für die sichernden Massnahmen befassen, insbesondere für gänzlich unzurechnungsfähige und vermindert zurechnungsfähige, für trunksüchtige und arbeitsscheue Verbrecher.

Die dritte Subkommission beschäftigt sich mit der Frage der Unterbringung der Jugendlichen beider Geschlechter (vom zurückgelegten 14. bis zum vollendeten 18. Altersjahr), die eine als Verbrechen bedrohte Tat begangen haben.

Die vierte Unterabteilung endlich prüft die Frage der Schutzaufsicht über die bedingt oder definitiv entlassenen Verbrecher.

Die Gesamtkommission wird gestützt auf die Resultate der Untersuchungen ihrer Unterabteilungen zu Handen der grossen Expertenkommission Bericht darüber abgeben, ob die in der Schweiz bereits vorgesehenen Massnahmen derart genügend sind, dass ihnen nach dem Inkrafttreten des eidg. Strafgesetzes der Strafvollzug überlassen werden kann, eventuell ob und welche neue Anstalten errichtet werden müssen. Als Grundprinzip gilt dabei, möglichst mit den bestehenden Anstalten auszukommen und ohne allzu grosse Kosten den eidg. Strafvollzug vorzubereiten. Dies ist namentlich auch gegenüber den übertriebenen Äusserungen und Befürchtungen zu betonen, welche im Publikum und in der Presse laut geworden sind.

Die Subkommissionen haben bereits eine Anzahl schweizerischer Anstalten inspiziert und auch gemeinsam mit einer Kommission des Kantons St. Gallen, der eine neue Anstalt bauen will, einige deutsche und belgische Anstalten besucht.

Zum heutigen Thema will ich nur einige wenige Bemerkungen machen, indem ich hoffe, dass sich Herr Staatsanwalt Dr. Zürcher hierüber näher aussprechen wird. Es handelt sich in solchen Sachen immer darum, gestützt auf eigene Erfahrungen und auf persönliche Befragung von Experten eine Überzeugung zu gewinnen. Nun war mir interessant, in der aargauischen Irrenanstalt Königsfelden eine Anzahl Psychiater zu hören, welche einstimmig der Ansicht waren, dass es unrichtig wäre, eine besondere Anstalt für gemeingefährliche Verbrecher zu bauen; das einzig Zweckmässige sei die Errichtung von Adnexen zu Irrenanstalten. Herr Direktor Fröhlich hat uns in Königsfelden in mehreren Sälen die verschiedensten geisteskranken Individuen gezeigt, welche schwere Verbrechen begangen haben und nun mitten unter den

andern Irrsinnigen versorgt sind und sich unter denselben ohne besondere Massnahmen bewegen. Falls sie aufgeregt würden, so steckte man sie einfach in besondere Abteilungen oder Zellen. Die Herren Irrenärzte haben mich damals überzeugt, dass eine Anstaltsverbindung das Richtigste ist, wo eben jederzeit das Nötige und dem jeweiligen Zustand des Kranken Entsprechende angeordnet werden kann. Und solche Anstalten sollen, wie der Referent, Herr Prof. Dr. Delaquis, bemerkt hat, unter irrenärztlicher Leitung sein, nicht unter der von strafvollziehenden Beamten. Beigefügt mag noch werden, dass gerade Herr Direktor Fröhlich von seiner früheren Meinung, dass eine Zentralanstalt zu errichten sei, vollständig abgekommen ist. Ich finde, dass es in der Schweiz überhaupt richtiger ist, in den verschiedensten Landesteilen kleinere Anstalten zu errichten, einmal wegen der Sprachverschiedenheiten und sodann wegen der verschiedenen Rassen, welche eben auch verschiedene psychologische Verhältnisse aufweisen, welche zu berücksichtigen sind.

Von den Thesen des Referenten Delaquis und denen des Korreferenten Gabuzzi möchte ich je eine streichen.

Gegenüber Delaquis glaube ich, dass betreffend die vermindert Zurechnungsfähigen besondere Massnahmen nicht zu treffen sind. Ich würde daher dessen These IV weglassen und These III lediglich derart ergänzen:

„Erforderlich erscheint im Hinblick auf die Verwahrung gefährlicher Unzurechnungsfähiger und gefährlicher vermindert Zurechnungsfähiger der Bau von zwei bis drei Bewahrungshäusern, welche an bestehende Heil- oder Pflegeanstalten anzugliedern wären. — Kriminalirrenasyle sind nicht wünschenswert.“

Also für beide Kategorien! Im Einklang damit würde ich sodann These II von Gabuzzi streichen.

Auf andere Fragen trete ich nicht ein. Es handelt sich heute lediglich darum, was für sichernde Massnahmen betreffend diese zwei Kategorien von Verbrechern vorzusehen sind.

Dr. *E. Zürcher*, Staatsanwalt, Zürich:

Gestatten Sie mir einige Worte, nicht des Widerspruchs, sondern zu einer andern Beleuchtung der Fragen.

Sie haben gesehen, dass zwischen den Ansichten des Referenten und denen des Korreferenten hinsichtlich der Verwahrung der Unzurechnungsfähigen ein Widerspruch besteht. Gabuzzi spricht von einem Zentralbewahrungshaus; Delaquis ist dafür, dass man mehrere kleinere Pavillons im Anschluss an bestehende Irrenanstalten baue. Es ist schwierig zu sagen, was richtiger ist. Die Kommission ist bis jetzt der Ansicht gewesen, dass die Bewahrungshäuser das Bessere sind und dass zwei solche wahrscheinlich genügen werden. Diese Anschauung gründet sich darauf: Einmal zeigt die Erfahrung, dass die verbrecherischen Geisteskranken nicht andere Leute sind als die gewöhnlichen Geisteskranken, dass sie sich sehr rasch assimilieren und oft nur für kurze Zeit gefährlich sind. Sodann ist bekannt, dass die verbrecherischen Irren an sehr verschiedenen Zuständen leiden und sich oft stark verändern, z. B. bei rascher Verblödung, sodass es wiederum keinen Zweck hat, dieselben in gesonderten Pavillons oder Anstalten zu halten.

Das Andere, was ich sagen möchte, betrifft die These IV des Referenten, in welcher Adnexe für die vermindert Zurechnungsfähigen vorgeschlagen werden. Sie wissen, dass der Vorentwurf Feinde hat und dass einer der populärsten Einwände gegen denselben der ist, dass das eidg. Strafgesetz sehr viele Neubauten erfordere. Nun wissen wir zwar, dass dieser Einwand unrichtig ist, indem Stoss' geniale Tat gerade hierin bestanden hat, schon Bestehendes zu übernehmen, wenn auch manchmal in anderer Form. Es liegt mir jedoch daran, jenen Vorwurf nicht zu kräftigen und deshalb einen Ausweg zu suchen, bei dem die vermindert zurechnungsfähigen Verbrecher gleichwohl ihrem Charakter und ihrem Zustand gemäss versorgt werden können. Ich denke dabei einmal an die Verwahrungsanstalten für Gewohnheitsverbrecher, welche sowieso

gebaut werden müssen. Gegen eine solche Einweisung spricht allerdings die theoretische Überlegung, dass jene Verwahrungsanstalten nicht für Kranke gedacht sind, aber in praktischer Hinsicht ist wohl zu sagen, dass in Wirklichkeit auch in diesen Verwahrungsanstalten keine oder nur wenige Gesunde sich befinden werden; in der Regel wird der Gewohnheitsverbrecher ein vermindert Zurechnungsfähiger sein. Die Schlussüberlegung der Psychiater erfolgt sehr oft nach rein praktischen Erwägungen im Hinblick auf die Verwahrung der Verbrecher. Auch die theoretische Gründung des neuen Strafgesetzes auf die psychiatrische Wissenschaft ist keine besonders starke, weil bei diesen feinen und schwankenden Fragen zufällige Momente oft mitspielen; jedenfalls ist theoretischen Erwägungen nicht allzu grosser Wert beizulegen. Ich stelle daher den Antrag, an Stelle der These IV von Delaquis zu setzen:

„Die Internierung gefährlicher vermindert Zurechnungsfähiger kann auch geschehen in den Verwahrungsanstalten."

Noch eine Bemerkung gegenüber der Ansicht des Referenten, dass gegenüber vermindert Zurechnungsfähigen die Familienpflege wohl nicht in Frage komme. Der zürcherische Irreninspektor glaubt gegenteils, dass gerade gegenüber solchen durch eine Familienpflege die Anstaltsbehandlung möglichst weit ersetzt werden müsse. Manche dieser Individuen, namentlich schwachsinnige, lassen sich durch Erziehung, durch psychische Beeinflussung an ein gesundes Milieu anpassen. Ich möchte daher die Anregung vorbringen, ob nicht zu den Art. 17 und 17bis des Vorentwurfes ein Zusatz gehörte, wonach in den dortigen Fällen auch die Familienpflege angeordnet werden könnte.

M. le Professeur *Mercier* (Lausanne). „La question qui nous occupe étant l'une des plus complexes et des plus difficiles à traiter, j'hésite à prendre la parole. Mais je tiens à apporter les réflexions d'un ‚simple particulier', pensant rendre service à la commission de rédaction.

Il sera difficile de se prononcer sur les thèses proposées, car nous ne pourrons connaître la question assez pour exprimer un vote de quelque valeur.

Il y a trois points à examiner: responsabilité, irresponsabilité, responsabilité restreinte. La question qui nous intéresse est la suivante: Qui va statuer sur la question de responsabilité? L'art. 14 primitif adoptait le système biologique: le rapport de l'expert liait le juge. Cette solution a effrayé. Dans le projet de 1912, l'on a adopté le système dit ‚mixte': c'est le juge qui décide si l'individu était, au moment de l'acte, en état de conformer sa conduite aux prescriptions légales. Ainsi l'indépendance du juge est sauvegardée. On a justement objecté que le juge n'est souvent pas à même d'apprécier, et doit s'en référer à l'expert. C'est pourtant ce système, préconisé par M. Thormann, qui l'a emporté dans le projet de 1912.

On a dit: ‚Il est logique d'appliquer ce système mixte à l'irresponsabilité aussi bien qu'à la responsabilité.' Je me demande si cela s'impose? Je crois que l'on pourrait s'en tenir au système biologique en ce qui concerne l'irresponsabilité. Peut-on, après un rapport d'expert concluant à l'irresponsabilité, laisser au jury la faculté de condamner? Je ne le pense pas.

Quant à la responsabilité restreinte, j'admets le concours du juge et de l'expert. Aujourd'hui, l'on atténue la peine, système déplorable. Il faudrait laisser au juge l'appréciation psychologique, car la question psychologique ne concerne pas le médecin. Donc, adoptons le système mixte pour la responsabilité limitée.

J'aborde la question de l'état dangereux. Qu'est-ce que l'état dangereux? Je crois que la loi pénale a pour devoir de protéger la société contre les actes anti-sociaux. Les mesures de défense sociale doivent être limitées conformément au sentiment de justice et au principe de la liberté individuelle. En introduisant la notion d'état dangereux, on compromet la liberté individuelle. Il faut au moins limiter cette notion aux cas où il y a infraction,

même infraction grave. Garçon a montré qu'il fallait que la loi elle-même limitât les cas où l'on peut parler d'état dangereux. Cela n'existe pas, ou pas assez, dans l'avant-projet. La loi devrait définir ce que l'on doit considérer comme état dangereux.

Personne n'a encore défini ce qu'est la responsabilité atténuée, car la notion de responsabilité n'est pas une notion scientifique; c'est une notion sociale, qui varie. Quelles mesures prendrait-on vis-à-vis des individus à responsabilité restreinte? On dit: Il y a une moitié responsable, qu'il faut punir, l'autre moitié malade qu'il faut soigner. On appliquera ces deux traitements successivement. Mais par lequel commencer? M. Thormann dit qu'il faut commencer par le châtiment; d'autres raisonnent inversément. Cela montre le vice du système. On ne doit pas envoyer un malade en prison, pas plus qu'un coupable dans un asile. Le projet dispose: Quand l'individu sortira de l'asile, le juge décidera s'il doit aller en prison ou non. En pratique aucun juge n'enverra un tel individu en prison. Alors, autant supprimer cette disposition. Et puis, si une peine attend le malade au sortir de l'asile, il ne voudra pas être guéri, et l'un des éléments essentiels de la cure, la volonté de guérir, fera défaut.

En terminant, je propose qu'on ne vote pas sur les thèses proposées, car nous ne pouvons pénétrer suffisamment dans la question en deux heures de discussion."

Dr. *J. Winkler*, alt Bundesgerichtspräsident, Bern:

Ähnlich wie der Vorredner und teilweise in Anlehnung an denselben möchte ich ebenfalls noch eine Frage aufwerfen, die mit dem diskutierten Thema in Konnexität steht. Ich frage, wie verhält es sich mit denjenigen Individuen, welche in geisteskrankem Zustande ein schweres Verbrechen begangen haben und daher nicht verurteilt werden? Sollen dieselben, wenn sie wieder gesunden, der Freiheit zurückgegeben werden? Auf Seite 102 des Referates findet sich eine Äusserung des Herrn Professors Bleuler, Zürich, nach welcher man annehmen könnte,

dass verbrecherische Individuen, welche als Geisteskranke eingesperrt werden, dauernd eingesperrt bleiben müssten. Es ist zwar dort nur von vermindert Zurechnungsfähigen die Rede, aber es darf wohl geschlossen werden, dass jene Ansicht noch umsomehr bezüglich der gänzlich Unzurechnungsfähigen gelten soll. Wenn solche Individuen nachträglich wieder in Freiheit gelangten, so würde damit das öffentliche Rechtsbewusstsein aufs Tiefste verletzt werden. Es sei lediglich an zwei Fälle erinnert, welche in den letzten Jahren die Allgemeinheit näher beschäftigt haben: an den Fall der Russin Tatjana Leontjeff, die für einen in Interlaken begangenen Mord nur eine vierjährige Freiheitsstrafe erhielt, und an den Fall des vielfachen Mörders Schwarz in Romanshorn. Ich frage nun: Sollte nicht für derartige Fälle eine Bestimmung in Aussicht genommen werden, wonach allein schon das objektive Moment der begangenen Tat zu einer Repression, zu einer Inhaftierung genügte? Eine solche Massregelung wäre zwar den bisherigen Theorien und Strafgesetzen fremd; sie stände im Widerspruch mit dem Dogma, dass keine Strafe oder Detention auszusprechen ist, wenn ein subjektives Verschulden nicht vorliegt. Aber eine solche Bestimmung würde der Sicherung dienen und dem Rechtsbewusstsein des Volkes Genüge leisten. Übrigens scheint mir die Heiligkeit des Dogmas auch sonst nicht ganz intakt dazustehen; ich verweise auf das Referat und die Diskussion hinsichtlich der vermindert Zurechnungsfähigen, ferner auf die Frage, ob der durch eigenes Verschulden total Betrunkene zu bestrafen ist, oder ob die moralisch Minderwertigen (die mit Moral insanity Behafteten) als zurechnungsfähig oder unzurechnungsfähig zu behandeln sind. Im Vorentwurf, wie im Referat, wird die Zurechnungsfähigkeit angenommen, entgegen der Ansicht einer Autorität wie Krafft-Ebing. Wer ist überzeugt, dass damit unbedingt das Richtige getroffen ist? Und wenn uns Herr Staatsanwalt Zürcher soeben mitgeteilt hat, dass es oft vorkomme, dass ein Verbrecher aus der prak-

tischen Erwägung, weil man findet, es sei im Ganzen besser, ihn ins Zuchthaus statt in eine Irrenanstalt zu tun, als zurechnungsfähig erklärt werde, so scheint mir das eine etwas légère Behandlung des Dogmas zu sein.

Wenn eine Bestimmung in meinem Sinne getroffen würde, dann würde sich auch die Wichtigkeit der psychiatrischen Gutachten vermindern, was gut wäre; denn es bestehen in psychischer Hinsicht bei den verschiedenen Menschen so viele Übergänge und Gestaltungen, dass es fast unmöglich ist, einen gegebenen Zustand genau der Wirklichkeit gemäss scharf zu umfassen. Die Beiziehung von psychiatrischen Experten wird unter Umständen nicht entbehrt werden können, aber der Richter soll möglichst selbständig werden und sich von der Beherrschung durch die Gutachten möglichst zu befreien suchen, was übrigens als eine allgemeine Prozessthese zu gelten hat.

Ich begnüge mich, diese Frage, die mich schon oft bei frappanten Fällen beschäftigt hat, zur Sprache gebracht zu haben, und gewärtige gerne, ob sie von den massgebenden Stellen aufgegriffen wird.

Dr. *O. Wettstein*, Redaktor, Zürich:

Als Mitglied der Expertenkommission liegt mir daran, dass wir heute einen Beschluss fassen, damit die Kommission eine gewisse Richtlinie hat. Vorerst warne ich Sie vor der Annahme des Antrages von Gabuzzi, zunächst gerade wegen seines Arguments, dass für eine möglichst einheitliche Behandlung gesorgt werden müsse; ich halte es für besser, verschiedene Anstalten arbeiten zu lassen, weil die Behandlung der fraglichen Individuen noch gar nicht abgeklärt ist; sodann aus dem bereits von Staatsanwalt Dr. Zürcher erwähnten referendumspolitischen Grund, dass wir uns auf das absolut Nötige beschränken müssen. Was die Anträge des Referenten anbelangt, so habe ich die Empfindung, dass uns dessen These IV zu sehr festlegt. Man sollte lediglich die Möglichkeit betonen, dass gewisse Gruppen vermindert Zurechnungsfähiger in besondern Adnexen zu Strafan-

stalten verwahrt werden können. Ich möchte Ihnen daher folgende Fassung empfehlen, welche die nötige Bewegungsfreiheit besitzt:

„Für gefährliche vermindert Zurechnungsfähige kann zum Zwecke der Sicherung (Verwahrung) durch Adnexe an Strafanstalten gesorgt werden."

Es gibt unter diesen Individuen so viele verschiedene Fälle, dass wir nicht alle schlechtweg nach einer Methode behandeln können. Wir müssen den Richtern und Psychiatern die Möglichkeit offen lassen, für den einzelnen Fall die zweckmässigste Massnahme zu treffen, d. h. entweder psychiatrische oder Strafbehandlung eintreten zu lassen.

Referent Prof. Dr. *E. Delaquis:*

Meine Herren. Erlauben Sie mir kurz mit einigen Worten auf einzelne Punkte der Diskussion zu antworten und zwar in der umgekehrten Reihenfolge der Redner.

Zu meiner These IV liegen nunmehr drei Abänderungsanträge vor. Einmal der Antrag *Wettstein*. Er steht völlig auf dem Boden meiner These, welche ja auch Adnexe an Strafanstalten vorsieht. Ich bin daher in der Lage, der These IV in der Fassung Wettstein zuzustimmen und weise auch noch darauf hin, dass wir bei deren Annahme keine besondere Anstalt für gefährliche vermindert Zurechnungsfähige benötigen. Der Antrag *Zürcher* möchte die gefährlichen vermindert Zurechnungsfähigen in die Verwahrungsanstalt für Gewohnheitsverbrecher verweisen. Meine Stellung diesem Vorschlag gegenüber habe ich im Referat präzisiert. Ich würde dem Antrag, allerdings contre coeur, in zweiter Linie zustimmen. Herr Bundesanwalt *Kronauer* wiederum möchte die gefährlichen Geisteskranken und die gefährlichen vermindert Zurechnungsfähigen zusammen in Adnexen an Irrenanstalten internieren. Sein Vorschlag enthält einen ausserordentlich geschickten Kompromiss zwischen der Auffassung des Herrn Korreferenten und jener meiner Wenigkeit. Mir gibt er das Bewahrungshaus und Herrn Gabuzzi konzediert

er die gemeinsame Internierung gefährlicher Geisteskranker und gefährlicher vermindert Zurechnungsfähiger. Gerade aber wegen dieses letzteren Punktes, wegen dieser Verwischung der beiden Gruppen, bin ich nicht in der Lage, dem Antrag zuzustimmen.

Herr alt Bundesrichter *Winkler* hat die von mir auf S. 102 meines Referates zitierte Äusserung des Herrn Professor Bleuler hervorgehoben und gefragt, wie das Wort „dauernd" zu interpretieren sei. Ich glaube nun nicht, dass Prof. Bleuler an jener Stelle eine Einsperrung sagen wir für „ewige Zeiten" im Auge hat, sondern wohl nur bis zur Besserung (Heilung). Wenn aber Herr *Winkler* postuliert, dass man, gestützt auf das blosse Vorliegen des objektiven deliktischen Tatbestandes, einen gefährlichen Geisteskranken auch nach seiner Heilung eventuell weiter interniere, so würde selbst jemand, der nicht schon prima vista dem Vorschlage ablehnend gegenüberstünde, hinsichtlich dessen theoretischer Fundierung und vor allem dessen praktischer Durchführung die grössten Bedenken äussern müssen. Ich glaube nicht, dass unser Volk eine solche Internierung des Geheilten verstehen würde.

Wir haben ja allerdings heute schon sichernde Massnahmen, die auf dem objektiven Tatbestand allein fussen, so z. B. gerade die Verwahrung der gefährlichen verbrecherischen Geisteskranken, bei denen ja von Schuld nicht die Rede sein kann. Stets aber findet die Sicherung ihre Begrenzung durch die Heilung des Kranken. Denn Krankheit und Gefährlichkeit sind solchenfalls wohl ein und dasselbe und bilden jeweils die gesetzliche Voraussetzung der Sicherung.

Herr Winkler verlangt weitergehende Internierung. Kraft welchen Grundes? Die Krankheit ist hinweggefallen. Die Gefährlichkeit wohl auch und, wenn sie noch bestünde, sollen wir einen nunmehr Geistesgesunden, lediglich weil er, vielleicht vor Jahren, ein Delikt begangen und möglicherweise in X Jahren wieder eines begehen könnte, lebenslänglich internieren?

Und wer soll diese weitere Internierung veranlassen? Doch nicht der Psychiater, denn einerseits ist dieser gerade der Ansicht, dass der Kranke geheilt sei und anderseits ist es praktisch einfach unmöglich, ihm eine Entscheidung zuzumuten, die das Volk, bei seinem bekannten Misstrauen gegenüber den Irrenärzten, als Gewaltmassnahme qualifizieren würde. — Aber nach dem VE entscheidet ja der Richter über die Entlassung. Gut; aber wieder taucht die Frage auf: „worauf soll dieser die weitere Detention gründen?" Doch höchstens darauf, dass er, im Gegensatz zum Psychiater, vielleicht infolge fortbestehender Möglichkeit eines erneuten Deliktes, also irgendeiner Gefahr, den Fortbestand der Krankheit annimmt. Dann brauchen wir aber keine besondere neue Bestimmung. Hierfür genügt die Regelung unseres VE vollkommen.

Anders geht es aber, soweit ich sehe, auch gar nicht. Denn: in welcher Anstalt würde die nach dem Vorschlage Winkler in Betracht zu ziehende Internierung inzwischen Gesundeter zu vollziehen sein? In der Irrenanstalt und im Bewahrungshaus sicherlich nicht, handelt es sich doch nicht mehr um Geisteskranke. Die Strafanstalt kommt aber nicht in Betracht, da auch kein Verbrecher gegeben. U. s. w. So viel Fragen, so viel Unklarheiten und Zweifel. Wir sehen also, dass das Problem keineswegs spruchreif ist. — Dagegen könnte eine Erweiterung der Schutzaufsicht nach Vorschlag meines Referates S. 69/70 der Anregung Winkler in heute durchaus möglicher Form entgegenkommen.

Herr *Winkler* nahm dann noch Bezug auf die Regelung der Verantwortlichkeit der Trinker im deutschen Vorentwurf. Jene Normen sind meines Erachtens abzulehnen. Ich erinnere nur an die Grundsätze betreffend die actio libera in causa. Diese genügen. Mit Recht hat unsere Expertenkommission Bestimmungen nach Muster derjenigen des deutschen Vorentwurfs abgelehnt.

Die Ausführungen von Herrn Professor *Mercier* be-

trafen nicht das Thema unserer Beratungen, nicht die sichernden Massnahmen, sondern die Grundlage dieser, wenn man so sagen will.

Herr Professor *Mercier* wird wissen, dass ich — wie er — Anhänger der biologischen Methode bei Fixierung des Zurechnungsfähigkeitsbegriffes bin. Die von ihm gezogene Konsequenz aber, dass bei dieser Methode der Richter an das Gutachten des Sachverständigen gebunden sei und auch gebunden werden müsse, ziehe ich nicht. Es ist dies gerade das Hauptargument der Gegner der biologischen Methode. Wäre es richtig, so glaube ich, dass man allerdings mit Rücksicht auf die Wertungen und Anschauungen im Volke gegenüber der biologischen Methode Bedenken haben könnte.

Ob es dann angeht, bei Fixierung des Zurechnungsfähigkeitsbegriffs der biologischen, bei Fixierung des Begriffs der verminderten Zurechnungsfähigkeit der gemischten Methode zu folgen, ist mir sehr zweifelhaft. Zum mindesten ein Schönheitsfehler läge sicherlich vor.

Professor *Mercier* wandte sich dann gegen die Kompromisse. Da sage ich: Oui, ils sont mauvais, mais ils sont nécessaires. Betreffs der gefährlichen vermindert Zurechnungsfähigen bin auch ich prinzipiell der Ansicht, dass nur die Sicherung Platz greifen sollte. Wenn wir aber hier zum Kompromis unsere Zuflucht nehmen, so geschieht es eben mit Rücksicht darauf, dass das öffentliche Urteil noch nach Strafe ruft. Und wenn wir die Sicherung voranstellen, so geschieht dies, völlig richtig, mit dem Bewusstsein, dass dadurch in der praktischen Wirkung die Strafe zu einer ganz sekundären Rolle herabgedrückt werden wird. Weiter zu gehen ist aber heute noch nicht möglich.

Und nun der état dangereux! Auch hier ist zuzugeben, dass in den durch *Mercier* hervorgehobenen Bedenken von Professor Garçon ein durchaus richtiger Kern liegt. Wir müssen den Schutz der individuellen Freiheit mit den Interessen des Staates in Einklang zu bringen suchen. Gibt uns aber Garçon eine brauchbare Grenze,

wenn er — wie Herr Mercier uns sagte — z. B. allgemein die Gruppe der „défectueux" als gefährlich betrachtet? Ja, ist eine scharfe Grenze überhaupt möglich? Einzelne bestimmte Delikte oder eine Mehrheit von Rückfällen zur Grundlage und Voraussetzung des Zustandes der Gefährlichkeit zu machen, ist doch unmöglich, ohne in reine Willkür zu verfallen.

Endlich noch ein Wort der Erwiderung an meinen hochverehrten Herrn *Korreferenten*.

Auch meiner Auffassung entspricht es, den nach der Tat geisteskrank gewordenen Verbrecher, der gefährlich ist, dem Bewahrungshaus zuzuweisen. Wenn aber Herr *Gabuzzi* sich dagegen wendet, in einem solchen Bewahrungshaus gefährliche verbrecherische Geisteskranke und gefährliche nicht verbrecherische Unzurechnungsfähige zusammen interniert zu sehen, so muss ich denn doch darauf hinweisen, dass es ein reiner Zufall ist, ob so ein armer Geisteskranker eine Tat begeht, die gerade den Tatbestand eines Deliktes deckt oder ob etwa seine Tat irgend eines gesetzlichen Merkmales ermangelt. Die Scheidung würde hier wirklich rein formalistisch sein. Sollten sich aber Kranke wirklich beschweren, so werden es, wie Bleuler uns sagt, jene sein, die Grund zum Querulieren suchen.

Über den Unterschied zwischen Zentralanstalt und Bewahrungshaus brauche ich nichts beizufügen. Ausser dem verehrten Korreferenten hat ja niemand die Zentralanstalt verteidigt.

Herr *Gabuzzi* wies dann darauf hin, dass eine Zentralanstalt den Vorteil hätte, ein besonders geschultes Personal heranzubilden. Dagegen ist zu erwidern, dass jede gewöhnliche Irrenanstalt, die gefährliche Irre hat, auch Personal besitzt, das mit der Behandlung der Gefährlichen vertraut ist. Eine besondere Schulung für Verbrecherische dürfte also gar nicht nötig sein.

Andrerseits aber lassen sich einheitliche Bestimmungen mit gleicher Leichtigkeit für etwa 2—3 Bewahrungs-

häuser erlassen, wie für ein Zentralkriminalasyl. Um so mehr, als ja der Bund nach Art. 50 des Einführungsgesetzentwurfs 1911 die Oberaufsicht führen wird. In diesem Aufsichtsrecht liegt aber auch das Gegenargument gegen die Bedenken des Herrn Korreferenten, dass etwa mehr Bewahrungshäuser als nötig und zwar schlecht geführte entstehen könnten.

Endlich hat Herr *Gabuzzi* auf die Ansicht von Herrn Favre hingewiesen. Soviel ich höre, soll aber gerade auch in Lausanne ein Bewahrungshaus gebaut werden.

Dass dann auch in Frankreich Gegner der Zentralanstalt bestehen, ist Ihnen bekannt. Ich begnüge mich auf den Psychiater Keraval hinzuweisen. —

Die Entscheidung, ob überhaupt abgestimmt werden soll, liegt bei der Versammlung. Ich nehme in dieser Frage nicht Stellung. Sollte abgestimmt werden, so ersuche ich Sie bei These IV um Annahme der Fassung Wettstein.

M. *Gabuzzi*, co-rapporteur n'a rien à ajouter à ce qu'il a dit.

Les propositions suivantes ont été déposées:

1. par M. le Procureur général de la Confédération *Kronauer:*

a) Ajouter à la thèse III du rapporteur, après le mot: „Unzurechnungsfähigen" les mots: „und vermindert Zurechnungsfähigen".

b) Biffer la thèse IV.

2. par M. le Procureur général *Zürcher*:

Anstelle der These IV Delaquis und der These II Gabuzzi, zu sagen: „Die Internierung gefährlicher vermindert Zurechnungsfähiger kann auch geschehen in den Verwahrungsanstalten für Gewohnheitsverbrecher. Das bietet den Vorteil, dass keine eigene neue Anstalt für diese Kategorie von Verbrechern gebaut und betrieben werden muss."

3. par M. le Dr. *Wettstein:*

Anstelle der These IV Delaquis zu sagen:

„Für gefährliche vermindert Zurechnungsfähige kann zum Zwecke der Sicherung (Verwahrung) durch Adnexe an Strafanstalten gesorgt werden."

M. le Procureur général *Kronauer* retire son amendement à la thèse III.

MM. *Kronauer*, *Zürcher* et *Delaquis* se rallient à la rédaction *Wettstein* pour la thèse IV. M. le Président met d'abord aux voix la proposition de M. le Professeur *Mercier* de ne voter aucune résolution. Cette proposition est repoussée par 25 voix contre 21.

Le Président met ensuite aux voix les thèses I, II, III du rapporteur, IV dans la rédaction *Wettstein* et V du rapporteur, qui sont successivement adoptées.

Les résolutions votées par l'assemblée sont donc les suivantes:

I.

Die Bestimmungen des SVE über Unzurechnungsfähige und vermindert Zurechnungsfähige, deren Verwahrung und Versorgung, sind zu begrüssen.

II.

Die Durchführung der Sicherung gegenüber den bezeichneten Verbrechergruppen wird ohne wesentliche Schwierigkeiten innerhalb der Leistungsfähigkeit von Bund und Kantonen möglich sein.

III.

Erforderlich erscheint im Hinblick auf die Verwahrung gefährlicher Unzurechnungsfähiger der Bau von zwei bis drei Bewahrungshäusern, welche an bestehende Heil- oder Pflegeanstalten anzugliedern wären. — Kriminalirrenasyle sind nicht wünschenswert.

IV.

Für gefährliche vermindert Zurechnungsfähige kann, zum Zwecke der Sicherung (Verwahrung), durch Adnexe an Strafanstalten gesorgt werden.

V.

Im übrigen dürften die bestehenden Einrichtungen und Anstalten allen gerechtfertigten Ansprüchen genügen können.

I.

Les dispositions de l'Avant-projet de Code pénal suisse concernant les délinquants irresponsables et à responsabilité limitée, leur internement et leur hospitalisation, doivent être approuvées.

II.

Les mesures prévues à l'égard de ces classes de délinquants peuvent être exécutées, sans grande difficulté, avec les moyens dont disposent la Confédération et les Cantons.

III.

En ce qui concerne les délinquants irresponsables dangereux, il parait nécessaire de créer deux à trois „maisons de garde", qui seraient annexées aux hopitaux et asiles existants. — La création d'asiles spéciaux pour criminels aliénés n'est pas désirable

IV.

En ce qui concerne les délinquants à responsabilité restreinte dangereux, il pourra être satisfait aux exigences de la sécurité publique par leur placement dans des annexes aux établissements pénitentiaires.

V.

Pour le surplus les institutions et établissements existant actuellement pourront suffire à tous les besoins.

La séance est levée.

Séance du mardi, 2me septembre.

Président: Dr. *Henri Le Fort*, Genève.
Secrétaires: Dr. *R. Stüssi*, Adv., Glaris;
J. Le Fort, lic. jur., Genève.

I.
Présentation des comptes.

M. le Dr. *Meckenstock* (Neuchâtel), caissier de la société, présente les comptes pour 1912/13 et le budget pour 1913/14.

Comptes 1912—1913.

A. Compte ordinaire.

Recettes.

	1911/12	1912/13	
Contributions . . .	Fr. 8048.—	7984.—	— 64.—
Intérêts	„ 899.15	1003.—	+ 103.85
	Fr. 8947.15	8987.—	+ 39.85

Dépenses.

	1911/12	1912/13	
Frais généraux . . .	Fr. 1167.25	1251.65	+ 84.40
Subvention	„ 1812.50	1000.—	— 812.50
Concours	„ 750.—	500.—	— 250.—
Impression	„ 4203.45	2475.—	—1728.45
	Fr. 7933.20	5226.65	—1706.55

B. Compte spécial.

	1911/12	1912/13	
Recettes	Fr. 5613.60	6535.30	+ 921.70
Dépenses	„ 600.—	3493.90	+2893.90

Budget 1913—1914.

Recettes.

Contributions	Fr. 7900.—
Intérêts	„ 1100.—
	Fr. 9000.—

Dépenses.

Frais généraux	Fr. 1400.—
Subventions	„ 1400.—
Concours	„ 1000.—
Impression	„ 4000.—
Imprévu	„ 1200.—
	Fr. 9000.—

Sur le rapport des vérificateurs des comptes, MM. le Dr. *Peter Schmid* (Glaris) et *Lëon Martin* (Genève) ces comptes sont approuvés, ainsi que le budget, et décharge votée au trésorier.

II.

Election de la Commission des Sources.

Sur la proposition du Président, sont réélus pour trois ans membres de cette commission, MM. les Professeurs Andreas *Heusler* à Bâle et Eugen *Huber* à Berne, et M. le Dr. *Georges Favey*, Président du Tribunal fédéral.

III.

Election du Comité.

M. le Président rappelle que l'assemblée a à élire le Président de la Société et six autres membres du comité pour 1913/16, et qu'aux termes de l'art. 8 des statuts, l'assemblée doit faire en sorte que les différentes parties du pays soient représentées et que le personnel du comité se renouvelle de temps en temps. Il annonce qu'outre lui-même, MM. Gabuzzi, Hafter et Ostertag déclinent une réélection. Il remercie ces collègues des services qu'ils ont rendus à la société dans le sein du comité, les deux premiers pendant plusieurs années et comme vice-président et secrétaire, le troisième pendant une trop courte période.

Il est procédé au scrutin; après le dépouillement, qui a lieu pendant la discussion, le Président en proclame le résultat. Bulletins distribués 45, valables 41.

Est élu Président de la Société, M. le professeur Dr. Walther *Burckhardt*, à Berne, par 38 voix.

Sont élus en outre membres du comité MM:

Dr. Emil *Kirchhofer*, Bundesrichter, Lausanne, par 41 voix.

Dr. Giuseppe *Berta*, Giudice di Appello, Lugano, par 39 voix.

Dr. Adolf *Bieder*, Advokat und Notar, Basel, par 39 voix.

Dr. Paul *Rambert*, Professeur, Lausanne, par 39 voix.

Dr. Charles *Meckenstock*, Juge cantonal, Neuchâtel, par 36 voix.

Dr. Franz *Müheim*, Staatsanwalt, Altdorf, par 36 voix.

M. le Professeur *Burckhardt* remercie de l'honneur qui lui est fait et s'efforcera de remplir sa tâche au mieux des intérêts de la société.

Il saisit cette occasion pour se faire l'interprête des membres de la société en remerciant le président sortant de charge, M. Le Fort de toute la peine qu'il s'est donnée pendant les trois ans de sa présidence. Ses collègues du comité ont en particulier pu aprécier sa ponctualité et sa courtoisie.

IV.

Discussion sur la Revision de la loi fédérale sur la propriété littéraire et artistique, du 23 avril 1883.

M. le Président rappelle que M. le Dr. *W. Kraft*, Adjoint au bureau fédéral de la propriété intellectuelle, qui avait bien voulu se charger du co-rapport, a été empêché par des raisons de santé de rédiger celui-ci et d'assister à la réunion de ce jour. Il exprime à M. Kraft ses regrets et ses voeux de prompte guérison.

La décision de M. Kraft est intervenue trop tard pour que le comité pût trouver un autre co-rapporteur.

Les thèses suivantes de M. le Dr. *Dunant* sont distribuées:

I.

La loi sur les droits d'auteur doit s'étendre à la protection des oeuvres d'art industriel, indépendamment de la protec-

tion qu'elles peuvent acquérir d'après la loi sur les dessins et modèles industriels.

II.

Il n'y a pas lieu d'inscrire dans la loi que la reproduction d'une oeuvre pour l'usage exclusivement personnel est autorisée.

Il n'y a pas lieu non plus d'insérer dans la loi une disposition autorisant les arrangements d'oeuvres musicales lorsque l'exécutant ne trouve pas dans le commerce l'arrangement qui convient à ses moyens d'exécution.

III.

Il ne faut pas conserver dans la nouvelle loi le système du tantième légal,

a) parce qu'il est injuste pour les auteurs et pour les exécutants;

b) parce qu'il s'est révélé à l'usage d'une application pratique impossible.

IV.

La nouvelle loi doit reposer sur le principe de la liberté des conventions tant pour les droits d'exécution et de représentation que pour celui de reproduction.

V.

Il faut se garder d'insérer dans la nouvelle loi de nouvelles exceptions au principe du droit d'exécution.

VI.

Il n'y a pas lieu d'insérer dans la loi des dispositions spéciales concernant la responsabilité de ceux qui organisent des concerts.

La responsabilité repose en principe sur ceux qui ont engagé les musiciens ou qui leur prêtent territoire en en retirant un profit direct ou indirect.

I.

Das Gesetz über das Urheberrecht soll auch den Werken des Kunstgewerbes Schutz gewähren, unabhängig vom Schutze,

der ihnen nach dem Gesetze über die Muster und Modelle zu teil werden kann.

II.

Es rechtfertigt sich nicht, in das Gesetz den Grundsatz aufzunehmen, dass die Wiedergabe des Werkes zu ausschliesslich eigenem privaten Gebrauch zulässig ist.

Es rechtfertigt sich ebenfalls nicht, in das Gesetz eine Bestimmung aufzunehmen, welche die Bearbeitung von musikalischen Werken für den Fall gestattet, dass der Ausführende im Handel keine seinen Ausführungsmitteln angemessene Bearbeitung findet.

III.

Das System der gesetzlichen Tantième ist in das neue Gesetz nicht aufzunehmen:

a) weil es für die Urheber und für die Ausführenden ungerecht ist;

b) weil es sich in der Anwendung als undurchführbar erwiesen hat.

IV.

Das neue Gesetz soll den Grundsatz der freien Vereinbarung zur Grundlage nehmen, sowohl für das Recht der Vorführung und der Aufführung als für das Recht der Wiedergabe.

V.

Man muss sich hüten, in das neue Gesetz weitere Ausnahmen vom Grundsatze des Aufführungsrechtes aufzunehmen.

VI.

Es rechtfertigt sich nicht, in das Gesetz besondere Bestimmungen über die Verantwortlichkeit der Veranstalter von Konzerten aufzunehmen.

Die Verantwortlichkeit trifft grundsätzlich diejenigen, welche die Aufführenden anstellen oder die ihnen gegen einen unmittelbaren oder mittelbaren Gewinn Unterkunft gewähren.

M. le Dr. *Dunant*, rapporteur.

Je regrette que la question ne soit pas présentée par M. le Professeur Roethlisberger, vu l'autorité dont il jouit en cette matière.

Je me suis borné à présenter quelques principes généraux qui prêtent le mieux à discussion. J'insiste sur le fait que je présente la question avec une complête indépendance d'esprit, n'étant le représentant d'aucune société d'auteurs, d'aucune association intéressée à la question.

Rappelons les principes du droit d'auteur. Il comprend deux droits:

1. Un droit moral qui permet à l'auteur de faire respecter sa personnalité, de conserver intacte son oeuvre.

2. Un droit pécuniaire, qui assure à l'auteur ce moyen de retirer de l'oeuvre tout le profit qu'elle comporte.

Comment ce droit d'auteur est-il garanti?

a) par le droit de reproduction.

b) par le droit d'exécution (ou de représentation).

Le droit de reproduction comprend le droit de traduction et d'adaptation.

Le droit de reproduction a été d'emblée protégé par le législateur de façon assez satisfaisante.

Le droit de représentation ou d'exécution a été beaucoup moins bien compris. Il n'a pas été reconnu et consacré d'une manière suffisante. Il a donné lieu à beaucoup de difficultés.

A. Droit de Reproduction.

Il a été suffisamment consacré dans la loi de 1883. Le nouveau projet y apporte les modifications suivantes: En 1883 le droit de traduction était reconnu seulement si l'auteur en usait dans les cinq ans. Cette manière de voir ne pouvait subsister, la convention internationale de Berlin de 1908 assurant au droit de traduction la même durée qu'au droit de reproduction. La loi devait donc s'y conformer.

D'après la loi de 1883, les photographes devaient faire enregistrer leurs oeuvres au bureau fédéral de la propriété intellectuelle, et n'obtenaient qu'une protection de cinq ans. La convention de 1908 a assimilé purement et simplement les photographies aux oeuvres artistiques; il en est résulté l'obligation pour la Suisse de faire disparaître les restrictions et les formalités exigées par la loi de 1883.

D'autre part, la convention de 1908 dispose que les oeuvres musicales sont protégées contre la reproduction par des instruments mécaniques; mais les Etats peuvent limiter cette protection à l'intérieur, ou envers les pays non-unionistes.

Faisant usage de cette faculté, les rédacteurs du nouveau projet de loi introduisent la notion de la „licence obligatoire", dont voici le principe: quand un compositeur de musique a autorisé quelqu'un à reproduire une oeuvre sur un instrument mécanique, chacun a le droit d'exiger du compositeur une licence pour la même oeuvre, moyennant un prix qui sera fixé par le tribunal, à défaut d'entente entre les parties.

Ce système est imité de l'Allemagne où les fabricants d'instruments mécaniques représentent de très gros intérêts. Un député au Reichstag a pu dire de cette disposition: „C'est la négation du droit d'auteur." Chez nous, y a-t-il des besoins industriels qui exigent une telle disposition? Je ne puis répondre moi-même, mais juridiquement, je pose ce principe: on ne doit pas porter atteinte au droit d'auteur en-dehors d'exigences impérieuses. Or chez nous, nous n'avons que trop jusqu'à présent suivi le principe: le droit d'auteur est reconnu pour autant qu'il ne gêne personne.

Je crois, comme conclusion que la licence obligatoire ne s'impose pas.

D'autre part le projet de loi apporte quelques exceptions nouvelles:

L'art. 17 du 1er avant-projet (19 du 2me) déclare licite

la reproduction d'une oeuvre pour un usage exclusivement personnel. En principe je n'ai rien à dire contre cette disposition. Mais est-il opportun de l'inscrire dans une loi? Chacun en profitera et en abusera; on a toujours la tendance d'aller au-delà des termes légaux; on étendra la notion d'usage personnel, qui est, du reste, bien difficile à définir. Autre difficulté: une copie personnelle ne peut donc être vendue ni louée; elle est alors licite un jour, illicite le lendemain, licite dans certaines mains, illicite dans d'autres. De plus la loi dit que celui qui achète un exemplaire chez un marchand de musique est à l'abri de toute poursuite. Alors l'auteur d'une copie n'a qu'à la vendre à un marchand de musique et il n'a plus rien à craindre. Cela créera une industrie.

Cet article est donc à supprimer; il est, de plus, inutile, personne n'ayant jamais été inquiété pour avoir fait une copie en vue d'un usage purement personnel et privé.

Autre question: D'après le nouveau projet (art. 22, 25) on aurait le droit de faire des copies d'une oeuvre dont celui qui veut l'exécuter ne trouve pas dans le commerce l'exemplaire qui convient aux moyens dont il dispose. Toutefois la copie doit être faite sur un exemplaire acheté chez l'éditeur. Cette copie doit aussi, pour demeurer licite, rester dans les mains de celui qui l'a faite. On ne peut donc pas la prêter ni la vendre. Copie licite dans une main, illicite dans une autre. Au bout d'un certain temps, comment prouver que cette copie est de provenance licite?

Nous abordons maintenant sous lettre B le sujet du droit d'exécution.

B. Droit d'exécution ou de représentation.

Ce sujet appelle en premier lieu l'analyse des dispositions légales concernant le domaine public payant et les tantièmes.

Voilà une trouvaille de la loi suisse. On ne permet pas une reproduction dénaturée d'un roman, mais en ma-

tière d'exécution musicale ou de représentation dramatique, on peut faire ce qu'on veut d'une oeuvre, si l'on paie le taux légal de 2%. Aucun produit humain n'est tarifé, et tarifer l'esprit est une énormité. Les oeuvres musicales et dramatiques subissent la loi de l'offre et de la demande. Pourquoi empêcher un auteur de rétirer de son oeuvre ce qu'elle vaut? Chacun a droit au produit de son travail, pourquoi pas le musicien ou l'auteur dramatique?

Au point de vue pratique, ce système se justifie encore plus difficilement qu'au point de vue théorique. Comment assurer à l'auteur le 2% d'une recette future dont le montant est par conséquent inconnu? Qu'est-ce qu',,assurer" ce 2%? Comment répartir ce 2% entre plusieurs auteurs? Si des oeuvres du domaine privé sont représentées avec des oeuvres de domaine public, répartira-t-on le 2% de toute la recette ou seulement d'une partie de la recette afférente seule aux oeuvres du domaine privé? Vous voyez la situation vague, trouble, créée par cette institution du 2%. De même encore, quand il n'y a pas de recette, ainsi lorsque un orchestre joue dans un hôtel, le 2% est inappréciable.

Une autre difficulté est la disposition concernant les exécutions dans un but de bienfaisance.

1. Sur le principe même du droit d'exécution par le public les projets ne donnent pas une solution heureuse. L'art. 10 du 1er avant-projet maintient le système du 2% du produit brut de la représentation ou de l'exécution, ou, si ce mode de calcul n'est pas applicable, le tantième comportera le 8% du salaire payé au personnel occupé à la représentation ou à l'exécution y compris la valeur des prestations qui lui sont faites en nature.

Je reproche à cet article de laisser subsister le système du tantième qui, non seulement est injuste, mais qui a été reconnu à l'épreuve pratiquement inapplicable.

Le principe du droit d'auteur est juste et serait très bien compris du peuple suisse si on l'inscrivait franchement et sans défaillance dans la loi. Au lieu de cela l'avant-

projet a maintenu le système du tantième, inconnu partout ailleurs que chez nous et sans même le discuter ni examiner un autre système.

La commission d'experts a admis un principe beaucoup plus juste et l'art. 14 du 2me avant-projet, tout en maintenant l'obligation pour l'auteur de laisser exécuter son oeuvre, stipule qu'il a droit à une somme équitable qui sera fixée, à défaut d'accord entre les parties, par le juge. Cette disposition pose donc le principe normal de la convention entre les parties; en pratique, ce sera rare que l'on ait recours au juge.

Mais cette disposition a encore le tort de dépouiller l'auteur de son droit moral tendant au respect de son oeuvre. Le véritable système est la liberté des conventions; or en matière de droit d'auteur on porte une grave atteinte à ce principe, et on ne devrait porter atteinte à des principes fondamentaux que si cela est nécessaire pour satisfaire des intérêts particulièrement pressants.

Il faut noter d'ailleurs qu'il ne s'agit ici que de la musique et du répertoire dramatique modernes. Or ceux qui tiennent à exécuter ces oeuvres doivent avoir l'autorisation de l'auteur et le rétribuer convenablement. Ce n'est pas pour le délassement de quelques uns qu'il faut détruire le principe: chaque travail mérite son salaire.

Les droits des auteurs sont mal défendus en Suisse; nos auteurs ne sont pas organisés pour la lutte, et se découragent en voyant leurs oeuvres si mal protégées dans leur patrie. Alors, fait navrant, ils vont se faire jouer à l'étranger.

Enfin je vois là une question de dignité nationale. Les droits d'auteur ont été protégés internationalement par la Convention de Berne de 1886, oeuvre de Numa Droz. C'est la Suisse qui a donc été le protagoniste de la protection du droit d'auteur sur le terrain international. Et chez nous, on lui refuse protection! La Suisse se doit de faire un pas dans le sens de la protection des droits des auteurs.

2. A propos des exécutions faites dans un but de bienfaisance, on doit remarquer que le système de la loi actuelle revient à permettre de faire la charité avec l'argent d'autrui, et à forcer les auteurs à faire la charité. On ne peut pour une oeuvre de bienfaisance forcer un propriétaire à prêter une salle, un artiste à jouer gratuitement; pourquoi aurait-on le droit de contraindre l'auteur à abandonner son droit sur son oeuvre?

Or le 1er avant-projet (art. 26), loin de renoncer à ce faux principe, va plus loin encore que la loi actuelle dans la voie des exceptions et dispense de tout paiement les récitations et les représentations qui ont lieu dans les fêtes fédérales, cantonales et communales.

Cette disposition n'a pas été maintenue dans le 2me avant-projet. Elle ne doit pas être adoptée. Il n'y a aucune raison d'imposer aux auteurs un pareil sacrifice; les autorités, qui dépensent des sommes, souvent importantes, pour des fêtes publiques, doivent rétribuer les auteurs des oeuvres qui y sont exécutées, aussi bien que les autres personnes dont le travail est mis à contribution pour ces solennités. Il est surtout inadmissible d'imposer un pareil sacrifice pour des fêtes nationales à des auteurs étrangers.

En pratique, les auteurs ne peuvent pas percevoir eux-mêmes leurs droits; aussi s'est il formé des sociétés de perception auxquelles les exécutants paient des redevances pour jouer tel ou tel auteur. Les puissantes associations qui s'intéressent dans notre pays à la question des droits d'auteur sont, elles aussi, groupées en sociétés organisées. Or c'est par le système de contrats collectifs, entre les sociétés d'auteurs et les sociétés de consommateurs que l'accord s'établira le plus facilement; en laissant les intéressés s'entendre librement, on fera une oeuvre beaucoup plus conforme aux principes de notre droit qu'en faisant fixer par la loi ou par le juge la valeur d'échange des oeuvres intellectuelles.

Il reste une dernière question à examiner, celle de la responsabilité des organisateurs de représentations et de

concerts. Les art. 41, 42, 43 du 1er avant-projet prévoient diverses conditions permettant aux organisateurs d'échapper à toute responsabilité envers les auteurs; ces dispositions ne doivent pas être admises; ce sont des questions d'espèces qui doivent être laissées à l'appréciation du juge, en cas de conflit, lequel sera mieux à même d'apprécier dans chaque cas particulier la question de cette responsabilité. Sur ce point, comme sur les précédents, il faut que la loi nouvelle ne déroge pas aux principes généraux de notre droit.

Le *Président* remercie M. Dunant de son rapport et de son exposé oral et ouvre la discussion.

H. von Wyss, Oberrichter, Zürich:

Der Entwurf umfasst, wie das bestehende Gesetz, das ganze Gebiet der Kunst; er behandelt die bildende, die in körperlichen Sachen ihren Ausdruck findet und durch das Bestehen der Sache selbst unmittelbar auf das Auge, den Kunstsinn einwirkt. Er behandelt die Vortrags- oder darstellende Kunst, die das Ohr anregt und die, um zur Wirkung zu kommen, der Aufzeichnung in Noten oder Worten bedarf; er behandelt den Schutz der Literatur mit Inbegriff der Wissenschaft, die in ähnlicher Weise dem Menschen vermittelt werden. Es sind also Eindrücke und Handlungen sehr verschiedener Art, durch welche der Schutz der Literatur und Kunst verletzt werden kann. Das Gesetz hat sich nun die Aufgabe gestellt, in allgemeinen Ausdrücken alles das zusammenzufassen, was von ihm getroffen werden soll; aber nicht zu seinem Vorteil. Je allgemeiner die Ausdrücke gewählt werden, umso unbestimmter und mehr Zweifeln ausgesetzt ist der Inhalt des Gesetzes, umso unsicherer seine Auslegung und Anwendung. Und ich meine, die Anwendung würde es sehr empfehlenswert machen, die im Gesetz behandelten Gebiete der Musik, der Literatur und der bildenden Kunst zu scheiden und für jedes derselben die ihm zusagenden besondern Bestimmungen zu treffen. Ich möchte eine solche Umgestaltung empfehlen, geschehe

dies durch Schaffung verschiedener Gesetze oder durch Aufstellung verschiedener Abschnitte eines Gesetzes, eventuell mit Anreihung gemeinsamer Bestimmungen, wie z. B. bezüglich des Erlöschens und der Strafen.

Der Herr Referent hat uns sowohl in seinem schriftlichen wie mündlichen Referat seinen Standpunkt mit grosser Wärme auseinandergesetzt, aber wir sollen uns hierdurch nicht hinreissen lassen. Ich meine, wenn er bei der Behandlung des Aufführungsrechts den Komponisten mit dem Saaleigentümer vergleicht und sagt, gerade so wenig wie von gesetzeswegen auf den Eigentümer einen Zwang ausgeübt werden könne, ebensowenig soll dies gegenüber dem Schöpfer des Werkes der Fall sein, so müssen wie dieser Auffassung gegenüber doch überlegen, dass das Urheberrecht eben anderer Natur ist als z. B. das Sachenrecht. Der Saaleigentümer verfügt über eine körperliche Sache; der Autor wendet sich an unseren Kunstsinn. Ich möchte den Schöpfer eher mit einem Politiker vergleichen, der seine Anschauung, welche er oft in gewiss recht mühsamer Arbeit errungen, vorträgt, um zu wirken, um einen Einfluss auszuüben. Auch das Kunstwerk hat ja nicht einen Wert in sich selbst, sondern es erhält ihn durch die Empfänglichkeit der Anhörenden und Betrachtenden. Man darf deshalb ganz wohl von der Gesetzgebung erwarten, dass sie sich, statt nur einseitig das Recht des Schöpfers zu wahren, dem Umstand anpasst, dass es Voraussetzung, Bestimmung des Kunstwerks ist, hinauszukommen in das Volk. Der Referent hat sich mit ganz besonderem Eifer gegen die bisherige Gesetzesnorm (auch vom I. Entwurf aufgenommen) gewandt, wonach das Recht zur Aufführung durch Sicherstellung eines gewissen (2 %) Entgeltes erzwungen werden kann. Ich bin ganz damit einverstanden, dass diese Lösung eine rohe, äusserliche ist, die in der Praxis die grössten Schwierigkeiten bereitet. Aber ich meine, man sollte die Beschlussfassung nun doch nicht darauf beschränken, einfach die Lösung des I. Entwurfes, das

System der Tantièmen, abzulehnen, sondern es sollte dem etwas anderes gegenübergestellt werden; es bedarf eben auch der entgegengesetzte Standpunkt der gesetzgeberischen Beachtung. Die Expertenkommission hat nun etwas anderes vorgeschlagen, und ich möchte ihnen empfehlen, der These IV des Referenten einen Satz anzuschliessen, der sich für die Lösung des II. VE ausspricht. Dieser will auch eine Ausführung nicht verhindern lassen, insofern ein Entgelt gesichert ist; doch soll die Bemessung im einzelnen Fall, wenn eine gütliche Verständigung nicht erfolgt, Sache des Richters sein, was zwar eine schwere, aber immerhin lösbare Aufgabe ist.

Zusatz zu These IV: „Die Sicherung der Möglichkeit von Aufführungen im Sinne der Art. 14/15 des II. VE ist zu empfehlen."

Gestatten Sie mir hier eine Nebenbemerkung. Der Referent spricht stets nur von Urhebern, Autoren; aber sobald das Werk hinausgeht, hat man es ja nicht mehr mit den Autoren zu tun, sondern in der französischen Schweiz z. B. mit der Société des auteurs et compositeurs, in der deutschen mit den Verlegern, wie auch in Deutschland, namentlich in Berlin; diese sind es, welche die Ausbeutung rein geschäftsmässig bewirken und den Gewinn einstecken, sich im Übrigen jedoch gar nicht um das Kunstwerk bekümmern, sondern ihre Stellung sogar noch zur Erlangung von Nebenvorteilen, wie z. B. zur Abstossung weniger beliebter Werke, benutzen.

Ich möchte ferner vorschlagen, dass die These III weggelassen wird; dieselbe sagt nichts anderes, als was in allgemeiner Form in These IV steht.

Auch was in These I gesagt ist, scheint mir in gewissen Grenzen selbstverständlich zu sein. Darum ist auch im Entwurf die Gewerbekunst gar nicht ausdrücklich genannt worden. Wenn dies aber, wie hier in der These, ohne jede Einschränkung der Fall wäre, so könnte das an eine frühere Auffassung erinnern, welche zwischen Handwerk und Kunsthandwerk unterschied, in dem Sinne,

dass man sich vorstellte, der blosse Handwerker schaffe eine Sache, wie sie der Gebrauchszweck erfordere, und der Kunsthandwerker füge lediglich einiges zur Verschönerung hinzu. Aber dieser Standpunkt ist heute verlassen. Wir verlangen heute auch vom blossen Handwerk die Einheit und Schönheit der Form; der Unterschied zum Kunsthandwerk ist höchstens ein qualitativer, indem dieses eine Verfeinerung des Geschmackes, einen Aufstieg zu künstlerischerer Behandlung der Sache bedeutet. Man hat zu unterscheiden: Es gibt Sachen, bei denen die Kunstwirkung das Überwiegende ist, z. B. Töpfereien, die durchaus nur zum Schmuck dienen, ferner Edelmetallarbeiten, Bijouterien, bei denen der Gebrauchswert gar nicht in Betracht kommt. Denen gegenüber stehen nun andere Dinge, welche für den Gebrauch bestimmt sind, die aber auch die Forderungen des Geschmacks zufrieden stellen sollen; z. B. Möbel, Handgeräte usw. Hier, wo sich die Aufgabe für jeden gleichstellt, kann der Kunstschutz nicht eingreifen, sondern nur dort, wo etwas Eigenartiges geschaffen wird. Ich beantrage demnach, in These I einen entsprechenden Passus einzufügen, sodass dieselbe folgenden Wortlaut erhält:

„Das Gesetz über das Urheberrecht soll auch den Werken des Kunstgewerbes, deren Gebrauchswert hinter dem Kunstzweck verschwindet, Schutz gewähren, unabhängig vom Schutze, der ihnen nach dem Gesetze über die Muster und Modelle zuteil werden kann."

Dr. *O. Wettstein*, Redaktor, Zürich:

Im Referat von Herrn Dunant ist nichts gesagt über den Art. 21 des Vorentwurfes, der speziell die Presse angeht. Abs. 2 enthält eine gewisse Ungerechtigkeit, indem er Zeitungsnachrichten unter allen Umständen ungeschützt lässt. Es ist nicht zu vergessen, dass es auch ein geistiges Eigentum in der Organisation des Informationsdienstes gibt, der ebenfalls Schutz verdient. Man mag dagegen einwenden, dass hiefür kein grosses

Interesse bestehe, indem sich Tagesneuigkeiten bald überlebt haben, aber wir haben heute eine raffinierte Technik des Abdrucks; in wenigen Stunden kann eine Depesche von einer andern Zeitung nachgedruckt und publiziert werden, also in einem Zeitpunkt, da sie noch als aktuell und neu erscheinen muss. Ich möchte nicht engherzig sein, aber das kann man doch wohl verlangen, dass da, wo offensichtlich ein eigener Informationsdienst mit beträchtlichem Aufwande vorliegt, mindestens die Pflicht zur Quellenangabe festgesetzt, also ein gewisser moralischer Schutz gewährt werde.

Zu den Thesen nur wenige Bemerkungen: Der Referent geht sehr radikal gegen die Tantièmen vor; ich glaube, man könnte sich mit dem zweiten Vorentwurf begnügen. Herr Dunant möchte ferner die Freiheit der privaten Aufführung aus dem Gesetze ausmerzen; wohl mit Unrecht. Wenn man jeden gesetzlichen Schutz der privaten Aufführung aufhebt, so öffnet man den Nachschnüffeleien Tür und Tor, wie sie zuweilen von Organisationen ausgeübt werden. Einige von ihnen haben einen eigentlichen Überwachungsdienst eingerichtet; so besitzt die Vereinigung deutscher Lyriker ein eigenes Bureau, das überaus rigoros vorgeht. Es liegt nicht im Interesse der Künstler selbst, dass wir zwischen ihnen und dem Publikum unnötige, künstliche Schranken aufrichten.

Dr. *O. Zoller*, Zürich:

Im Gegensatz zum Vorredner bin ich der Meinung, dass Tagesnachrichten unter keinen Umständen geschützt werden dürfen. Auch die Aufstellung einer Verpflichtung zur Quellenangabe halte ich für unnötig; es hat keinen Sinn, die einzelnen Zeitungen mit Meldungen in Verbindung zu bringen, die rein tatsächliche Weltvorgänge betreffen, die natürlich ausserhalb ihres Einflusses stehen und geschehen.

M. le Dr. *Vallotton*, avocat (Lausanne). Je ne comprends pas ce qu'a voulu dire M. Zoller; je trouve la proposition de M. Wettstein très justifiée.

Nous avons intérêt à marquer que la Société des Juristes est unanime à désirer la réfection de la loi de 1883. Je suis d'accord avec les principes posés par M. Dunant, mais je me rallie à la proposition von Wyss quant à la thèse 4.

Il faut considérer que l'invention est souvent la présentation sous une forme nouvelle de choses déjà existantes. Il y a dans chaque oeuvre un élément de collaboration, dont il faut tenir compte; il y a donc un devoir de reconnaissance de la part des auteurs envers ces collaborateurs anonymes. On impose aux inventeurs des sacrifices; il est juste d'en imposer aussi aux auteurs. L'art. 14 de l'avant-projet est donc préférable à la liberté absolue.

Je crois qu'il y a lieu de tenir compte du droit de l'auteur d'interdire les exécutions qui rendraient son oeuvre inintelligible ou ridicule. Je propose donc d'ajouter ces mots: „Toutefois l'auteur a le droit de s'opposer à l'exécution de son oeuvre faite dans un but de lucre."

Cela permet à l'auteur de s'opposer à une mauvaise exécution, pour raisons artistiques, non pour raisons purement pécuniaires.

Je suis donc d'accord avec M. von Wyss de modifier la thèse 4 dans le sens de l'art. 14.

M. le Dr. *Meyer-de Stadelhofen*, avocat (Genève).

Il me semble qu'il sera impossible à un auteur d'interdire une représentation parce qu'elle sera mauvaise. Comment dira-t-on à un tribunal: cette oeuvre va être mal jouée? Qui sera juge de la qualité d'une représentation?

Je crois qu'il faut dire simplement: „moyennant juste indemnité, un auteur doit laisser jouer son oeuvre." Pratiquement une autre solution est trop difficile; le juge n'est pas forcément un artiste.

M. le Dr. *Vallotton*. En fait quand un auteur sera suffisamment armé pour aller devant le juge dire: „on va éreinter mon oeuvre," on n'insistera pas pour la jouer. Il s'agit là d'une protection morale.

Dr. *Hans Schuler*, Zürich:

Zunächst möchte ich darauf hinweisen, dass das Autorrecht ein verhältnismässig neues Recht ist. Damit ist gegeben, dass jede Ausdehnung der bezüglichen Gesetzgebung zu Gunsten der Autoren eine entsprechende Einschränkung der bisherigen Bewegungsfreiheit anderer Kreise mit sich bringt, die sich unter dem gesetzlich nicht geregelten Zustand eingerichtet haben. Ihnen ist gebührend Rechnung zu tragen.

Da das neue ZGB in diesem Zusammenhang erwähnt wurde, sei darauf hingewiesen, dass gerade es stark von sozialen Gedanken durchdrungen ist; insoweit steht es in einem gewissen Gegensatz zu dem sehr individualistischen Standpunkt des Referenten.

Die Schwierigkeit einer praktischen Ausgestaltung des Urheberrechts liegt besonders darin, dass neben der pekuniären Seite auch auf die moralische ein so starker Nachdruck gelegt wird: auf das Interesse des Autors am weitern Schicksal seines Werks nach der Loslösung von seiner Person. Gerade wegen dieser Besonderheit des Urheberrechts ist es nicht unbedenklich, immer wieder auf die Analogie mit der freien Verfügungsgewalt anderer — nicht künstlerischer — Produzenten an den von ihnen hergestellten Gegenständen hinzuweisen, wie dies z. B. das Referat auf Seite 163 tut: „. . . . . les auteurs qui les ont faites (les oeuvres), qui y ont consacré toute une vie de travail, qui en attendent leur gagne-pain, demandent qu'on leur permette d'en disposer librement *comme tous les industriels et les travailleurs dans le monde entier disposent librement du produit de leur travail et en vivent.*"

Auf die Einschränkungen, welche Industriellen und Gewerbetreibenden schon beim Produktionsprozess vielfach durch öffentlich-rechtliche Bestimmungen auferlegt sind, soll nicht eingegangen werden; wohl aber sei angeführt, dass sich der handwerkliche Produzent, im Gegensatz zum künstlerischen, kaum mehr um das Geschick seines Werks kümmert, wenn er es einmal fertiggestellt

und aus den Händen gegeben hat; mag es, wo immer es sei, zum Verkauf ausgelegt werden, der Hersteller hat mit der pekuniären Gegenleistung auf jede weitere Einwirkung verzichtet.

Das Referat hat sich nun etwas einseitig bloss mit dem Urheberrecht an musikalischen Werken beschäftigt; ziemlich anders liegen jedoch die Verhältnisse bei musikalisch-dramatischen und rein dramatischen Werken. Es ist den Mitgliedern der Expertenkommission eine sehr eindrucksvolle Eingabe einer westschweizerischen Schauspielbühne zugekommen, die lebhaft für die Beibehaltung des Tantièmensystems eintritt, unter besonderm Hinweis auf die Misstände, die sich in Frankreich unter dem System der Vertragsfreiheit entwickelt haben. Dadurch, dass dort die Verleger dramatischer Werke das Aufführungsrecht nur bestimmten Truppen überlassen, die von Paris aus die Provinz bereisen, gibt es in letzterer ständige Schauspielbühnen überhaupt nicht mehr; auch die grossen Provinzstädte sind in dieser Beziehung ausschliesslich von der Willkür der Pariser Verleger abhängig. Sie müssen sich notgedrungen mit einer Opernbühne begnügen, die mehr als das Schauspiel von den alten Beständen leben kann.

So schlimm ist es in Deutschland noch nicht, aber auch hier zeigen sich die Anfänge einer ähnlichen Entwicklung. Die Forderungen der Verleger sind ausserordentlich hochgespannte; wer am meisten bietet, erhält — oft unter gleichzeitiger Auflage weitgehender Verpflichtungen — ein Werk, meist ohne alle Rücksicht auf den künstlerischen Stand der erwerbenden Bühne.

Die Autoren selbst sind zum grossen Teil auch nicht mehr die geschäftunkundigen Leute von ehemals; die meisten verstehen ihr Interesse sehr wohl zu wahren, und wo sie es nicht tun, tun es ihre Verleger um so nachdrücklicher. Den Schaden haben die schwer um ihre Existenz kämpfenden Theater und indirekt schliesslich die Allgemeinheit.

Eine Beschränkung auf alte Stücke allein geht auch nicht an; das Publikum verlangt nach dem Neuen, und dass ihm dies nicht durch allzu strenge Bestimmungen vorenthalten werde, liegt denn doch auch wieder im Interesse der Autoren selbst.

So äusserte sich, nach Darlegung der eben geschilderten Verhältnisse eines der juristisch hervorragendsten Mitglieder der Expertenkommission: „Will man das Tantièmensystem überhaupt beibehalten, so fragt es sich sehr, ob man es nicht auf das Theater beschränken soll."

Mit dem Hinweis auf die Berner Übereinkunft darf nicht ohne weiteres jede die besonderen inländischen Zustände berücksichtigende Ordnung bekämpft werden; es verhält sich beim Urheberrecht eben doch anders als etwa beim Marken-, Wechsel- oder Scheck-Recht, deren eigentlichstes Wesen eine möglichst formalistische und gleichmässige Regelung geradezu erfordert.

Trotz mancher Bedenken und obgleich ich in der Expertenkommission noch für das Tantièmensystem eingetreten bin, möchte ich diesen Standpunkt nun aufgeben zu Gunsten des von Herrn Wyss gestellten Antrags.

Herr Oberrichter *von Wyss*, Zürich:

Ich habe absichtlich die Frage der würdigen Aufführung ausgelassen, weil sie mit dem Monopol nichts zu tun hat; denn wenn der Autor seine Bewilligung erteilt hat, verdient er einen gewissen Schutz, ob die Aufführung gut oder schlecht sei. Ich finde Valloton's Amendement unnötig, weil schon das OR schützt.

Professor Dr. *W. Burckhardt*, Bern:

Ich beschränke mich auf wenige Bemerkungen zur Abstimmung. Es erscheint mir als unnötig, dass der Schweizerische Juristenverein zu allen Thesen des Referenten Stellung nimmt. Ich schlage vor, zu These I keine Stellung zu nehmen und übrigens die folgenden Thesen anzunehmen:

I. Der Schweizerische Juristenverein ist der Meinung, dass das gegenwärtige Gesetz über das Urheberrecht verbesserungsbedürftig ist.

II. Das System der gesetzlichen Tantièmen ist in das neue Gesetz nicht aufzunehmen.

III. Der Schweizerische Juristenverein spricht sich für das System der Art. 14 und 15 des 2. Vorentwurfes aus. (Eventuell mit Amendement Valloton droit d'interdiction.)

IV. Man muss sich hüten, in das neue Gesetz weitere Ausnahmen vom Grundsatze des Aufführungsrechtes aufzunehmen.

M. le Professeur *P. Moriaud* (Genève). Je partage les idées de M. Dunant. Mais il me vient une objection: M. Dunant a pris surtout l'exemple d'une exécution d'oeuvre musicale. L'exemple me semble mal choisi, car on ne peut exécuter une oeuvre sans la partition. Or l'auteur publie une partition uniquement en vue de l'exécution; il la fait payer ce qu'il veut. Donc ce prix comprend le droit d'exécution, et point n'est besoin d'un droit spécial d'exécution. L'oeuvre dramatique eût été un meilleur exemple.

Puis une remarque concernant la thèse 2: Puisque l'idée est juste, pourquoi ne pas l'énoncer dans la loi? Ce qu'il y a de fâcheux dans la loi, c'est la notion d'„usage personnel". Il y a deux idées: absence de lucre — absence de grand public. Je crois que la pensée du législateur est juste et qu'elle doit être exprimée dans la loi, mais sous une autre forme. Je propose de laisser tomber la thèse 2.

M. le Dr. *Dunant*, Rapporteur. Je vois avec plaisir qu'il n'y a ici aucun défenseur du système des tantièmes.

Nous sommes aussi d'accord en principe sur la liberté des conventions. Vous acceptez l'art. 14; je maintiens quand même ma proposition visant à la liberté absolue. Si l'on met des tempéraments au droit plein de l'auteur, on ouvre la porte à des difficultés pratiques. Elles seront évitées, avec le droit plein.

Je me rallie à la rédaction Wyss de la thèse 3, mais demande qu'on la vote quand même, vu la proposition Burckhardt.

M. Moriaud voudrait comprendre le droit d'exécution dans le prix de vente. C'est un inconvénient; car l'auteur doit alors vendre sa musique plus cher; et celui qui l'achète seulement pour la jouer chez lui, paie des droits d'exécution injustement. Avec ce système, même ceux qui n'exécutent pas, paient des droits d'exécution.

Je maintiens donc mes thèses et je propose de les mettre aux voix.

M. *Vallotton* propose comme motion d'ordre de suspendre la séance quelques minutes pour permettre aux auteurs des diverses propositions de se concerter à ce sujet.

Cette proposition n'est pas acceptée

Il est procédé à la votation.

Sur la proposition de M. *Moriaud* il est décidé de mettre en premier lieu aux voix la première proposition de M. *Burckhardt.*

Cette résolution est votée et la première proposition de M. Burckhardt adoptée à l'unanimité.

Il est ensuite passé à la votation sur les thèses du rapporteur:

L'assemblée décide de ne pas émettre de vote sur la thèse I, la question à laquelle elle a trait n'ayant pas être abordée dans la discussion.

Les deux alinéas de la thèse II sont mis aux voix séparément. Le premier alinéa est rejeté par 16 voix contre 10, et le second par 11 voix contre 10.

Pour la thèse III M. Dunant se rallie à la rédaction de M. Burckhardt; celle-ci est adoptée à l'unanimité.

A la thèse IV le Président met aux voix éventuellement l'amendement de M. von Wyss. Cet amendement est adopté par 18 voix contre 9.

La thèse IV, ainsi amendée est adoptée par 22 voix contre 0.

L'amendement de M. *Vallotton* à cette thèse est adopté par 15 voix contre 12.

La thèse V est adoptée à la presque unanimité.

La thèse VI est adoptée par 12 voix contre 9.

Les résolutions votées par l'assemblée sont donc les suivantes:

I.

Der schweizerische Juristenverein ist der Meinung, dass das gegenwärtige Gesetz über das Urheberrecht verbesserungsbedürftig ist.

II.

Das System der gesetzlichen Tantièmen ist in das neue Gesetz nicht aufzunehmen.

III.

Das neue Gesetz soll den Grundsatz der freien Vereinbarung zur Grundlage nehmen, sowohl für das Recht der Vorführung und der Aufführung, als für das Recht der Wiedergabe. Die Sicherung der Möglichkeit von Aufführungen im Sinne der Art. 14 *und* 15 *des zweiten Vorentwurfes ist zu empfehlen.*

Der Urheber, oder sein Rechtsnachfolger, soll jedoch das Recht haben, die öffentliche Aufführung eines herausgegebenen Werkes zu verbieten, wenn diese Aufführung zum Zwecke des Gewinnes stattfindet und offenbar so mangelhaft ist, dass sie den künstlerischen Erfolg schwer beeinträchtigen würde.

IV.

Man muss sich hüten, in das neue Gesetz weitere Ausnahmen vom Grundsatze des Aufführungsrechtes aufzunehmen.

V.

Es rechtfertigt sich nicht, in das Gesetz besondere Bestimmungen über die Verantwortlichkeit der Veranstalter von Konzerten aufzunehmen.

Die Verantwortlichkeit trifft grundsätzlich diejenigen, welche die Aufführenden anstellen oder die ihnen gegen einen unmittelbaren oder mittelbaren Gewinn Unterkunft gewähren.

I.

La société suisse des Juristes estime que la loi actuelle sur la propriété littéraire et artistique a besoin d'être améliorée.

II.

Le système du tantième légal ne doit pas être maintenu dans la nouvelle loi.

III.

La nouvelle loi doit reposer sur le principe de la liberté des conventions tant pour les droits d'exécution et de représentation que pour celui de reproduction.

Les dispositions des art. 14 *et* 15 *du second avant-projet en ce qui concerne les représentations sont approuvées.*

L'auteur ou son ayant-droit doit toutefois, avoir le droit d'interdire l'exécution publique d'une oeuvre éditée, lorsque cette exécution, organisée das un but de lucre, est évidemment défectueuse au point de nuire gravement au succès artistique de l'oeuvre représentée.

IV.

Il faut se garder d'insérer dans la nouvelle loi de nouvelles exceptions au principe du droit d'exécution.

V.

Il n'y a pas lieu d'insérer dans la loi des dispositions spéciales concernant la responsabilité de ceux qui organisent des concerts.

La responsabilité repose en principe sur ceux qui ont engagé les musiciens ou qui leur prêtent territoire en en retirant un profit direct ou indirect.

V.

Désignation du lieu de la prochaine réunion.

M. le Président annonce que les juristes bâlois renouvellent pour 1914 l'aimable invitation qu'ils avaient formulée pour 1913 avant de connaître le désir des Glaronnais. Il propose donc de désigner Bâle comme lieu de réunion pour 1914.

M. le Dr. *Brodbeck*, Président du Tribunal d'appel à Bâle appuie chaleureusement la proposition des juristes bâlois et assure ses collègues de l'accueil cordial de ceux-ci.

Par acclamation Bâle est désigné comme lieu de réunion pour 1914.

Avant de clore la séance le Président tient à remercier les membres de la société et très spécialement ses collègues du comité du bienveillant concours qu'ils lui ont apporté pendant les trois années de sa présidence. Il conservera un charmant souvenir des excellentes relations qu'il a eu ainsi l'occasion d'entretenir avec eux; il est heureux de remettre en bonnes mains la direction de la société.

La séance est levée.

Glaris, 2 septembre 1913.

Le Président de l'Assemblée generale:

Dr. **Henri Le Fort.**

Les Secrétaires:

Dr. **Rudolf Stüssi.** **Jaques Le Fort**, lic. jur.